ses populaires d'emprunter à des taux convenables. C'est la pauvreté et le besoin qui, ici comme en d'autres domaines, semblent avoir fourni le motif déterminant de l'action.

Quand l'usurier se montre intraitable, le peuple recourt à la caisse populaire. Mais l'adoption des caisses en Nouvelle-Écosse est due à d'autres causes. Il n'y avait pas chez nous d'usuriers avant les caisses populaires; les prêteurs privés formaient un groupe honnête, les banques nous traitaient bien. A vrai dire, nos gens devaient payer un taux d'intérêt assez élevé; mais on ne peut sur ce point critiquer sérieusement notre système bancaire.

Si nous avons adopté la caisse populaire, c'est pour des raisons positives, à cause de sa valeur propre et comme un pas fait dans la bonne direction. Elle a permis à notre peuple de prendre en main le contrôle d'un service vital. Chose curieuse, plusieurs agences de prêts ont fait leur apparition en Nouvelle-Écosse depuis l'établissement des caisses populaires. Elles se sont développées à cause de la crise et par suite de la restriction apportée par les banques à certains genres de petits prêts. Certaines exigent un intérêt élevé; c'est une raison de plus pour promouvoir les caisses populaires.

La caisse populaire s'organise avant tout pour le peuple: cultivateurs, pêcheurs, ouvriers. Grâce à leurs modestes épargnes, les travailleurs peuvent accumuler assez d'argent pour suffire à leurs opérations économiques. La caisse est un instrument qui permet au peuple de faire servir son argent à son propre avantage dans le milieu où il vit. Elle pousse

les gens à épargner, à contrôler leur budget, à dépenser judicieusement. Une des surprises qu'éprouve le peuple, c'est de voir la masse considérable de capitaux que l'on peut accumuler par l'opération d'une caisse populaire. L'étude lui révèle qu'il a gaspillé beaucoup d'argent: la caisse populaire remédie à ce mal.

Influence immense dans le domaine moral

Outre son importance financière, la caisse populaire présente des avantages d'ordre spirituel probablement plus importants que ceux qu'elle procure dans le domaine économique. Son influence morale est immense; elle développe le véritable sens humain. Tout d'abord, elle rend le peuple honnête. Dès qu'on agita la question des caisses populaires, beaucoup opposèrent le danger de voir quelqu'un disparaître en emportant l'argent. Il est à regretter —mais le fait est indéniable—que la malhonnêteté tente beaucoup de gens; cependant, au cours des cinq dernières années, alors que les caisses populaires se sont développées dans les provinces de l'Est, les cas de fraude ont été extrêmement rares. On cite quelques cas d'exception où les gérants ont été malhonnêtes et les emprunteurs, lents à rembourser, mais l'organisation des caisses prévoit ces cas. Ceux qui manipulent l'argent portent une police de garantie et la caisse populaire ne perd rien. Ces quelques cas de malhonnêteté ont seulement démontré que la structure des caisses les met à peu près complètement à l'abri de tout risque. Loin de diminuer la confiance du peuple dans la caisse populaire, les irrégularités

survenues n'ont servi qu'à l'affermir. Dire exactement ce qui, dans l'esprit de cette organisation, rend les gens honnêtes, n'est pas chose facile. On en trouvera peut-être la raison profonde dans la fraternité qu'elle engendre et les sanctions collectives qu'elle impose. L'histoire est la même partout. Le mouvement des caisses populaires aux États-Unis s'est développé en d'énormes proportions. Sept mille caisses y groupent actuellement deux millions d'intéressés, et l'on prétend que le taux des pertes subies pour cause de malhonnêteté y est inférieur à celui de n'importe quelle autre institution financière.

Point de départ le plus facile

Pour une localité, la caisse populaire est le moyen le plus facile de s'initier à la coopération. Elle convient à toutes les classes de gens; elle ne soulève que peu de polémique. Les capitalistes peuvent alléguer certaines raisons contre l'établissement de magasins coopératifs, mais ils n'en ont aucune à faire valoir contre la caisse populaire. La nécessité de l'économie et de l'épargne s'impose avec une telle évidence que l'on s'accorde presqu'à l'unanimité sur l'idée de la caisse populaire. Elle offre au peuple l'occasion d'un effort constructif pendant la première période du programme de coopération. La caisse maintient l'union entre les membres et prouve d'une façon palpable que le travail de leur cerveau se traduit pour eux en résultats. Elle leur permet aussi d'acquérir l'expérience de l'action en groupe et d'amasser des capitaux pour aider au fonctionnement d'autres coopératives plus difficiles à opé-

rer. L'aboutissement logique de la caisse populaire devrait être la création de coopératives de consommation dans le domaine commercial.

Un des plus fréquents obstacles à l'établissement des coopératives de consommation, c'est le poids des dettes qui grève les masses. Les gens des milieux pauvres ne sont pas libres. Ils sont si bien liés par le crédit du marchand que celui-ci possède souvent un droit légal sur leurs produits avant même que la récolte ou la pêche ne soit faite. Même s'ils sont intimement convaincus de l'aptitude des coopératives à procurer leur bien-être, il leur est vraiment impossible d'en faire partie. Il serait fou de ne pas reconnaître le sérieux de leur situation. Ils ont été supportés par le commerce privé et ils trouvent difficile de sortir de l'engrenage.

On a dit que "le crédit supporte l'emprunteur comme la corde supporte le pendu", et le proverbe n'est souvent que trop vrai. Un des principaux arguments avancés par les tenants du commerce privé contre le système coopératif, c'est que les marchands font du crédit, tandis que la coopérative n'en fait pas. Il leur semble qu'après avoir "supporté" tant de gens pendant si longtemps, il y a ingratitude de la part du peuple à vouloir organiser ses propres affaires. Si les partisans de la coopération tiennent à la vente au comptant, c'est parce qu'ils savent quel tort le crédit cause au commerce et aux consommateurs. Le mal est aussi grand dans le commerce privé; nous le verrons d'une façon plus nette, si nous nous arrêtons à considérer d'où vient l'argent qui permet au système présent de fonctionner.

Les commerçants qui débutent avec le proverbial "cordon de chaussure" n'apportent pas de capital à leur entreprise et ne peuvent donc faire de crédit. Ils acquièrent leur capital par le processus des affaires et, comme ils n'ont pas été doués du pouvoir suprême de créer, ils ne peuvent tirer le capital que d'une source, c'est-à-dire, du peuple. Ceux qui ne paient pas leurs comptes ne contribuent évidemment pas à la prospérité de l'entreprise. Il est donc évident que tout le capital provient des clients qui paient. Ce sont eux qui permettent au marchand ce geste gracieux et charitable de faire du crédit. Quand le peuple aura ouvert les yeux sur ce fait, l'homme d'affaires ne pourra plus poser au philanthrope attendri qui secourt le pauvre dans ses angoisses économiques.

Propagande de l'épargne organisée

L'aumône, dans ces cas, provient donc de ceux qui paient leurs comptes; et si nous comprenons bien la mentalité des Canadiens, ceux-ci sont des gens qui aiment à faire l'aumône quand et comme cela leur semble bon. S'ils ne savent pas s'y prendre de façon pratique, c'est une raison de plus pour eux de s'inscrire à un cercle d'étude pour s'en instruire. De nos jours, nous adoptons des méthodes scientifiques, même dans le domaine de la charité; et le procédé de faire l'aumône en fournissant au marchand du capital pour compenser les pertes qu'il subit de la part des mauvais débiteurs, est au moins douteux. Pour le moment, cette pratique est nocive aux faibles qui sont toujours en quête de crédit, et qui ne mettront

pas d'ordre dans leurs affaires aussi longtemps qu'ils en obtiendront. La vraie charité serait de couper tout crédit au magasin, et d'initier les gens à un système d'épargne organisée qui leur permettrait de payer leurs vieilles dettes et de se tenir à flot.

La caisse populaire offre le moyen d'arriver à ce résultat difficile. Une fois qu'elle est solidement établie, elle permet à ses membres non seulement d'acquitter leurs dettes, mais encore elle leur fournit une source de fonds pour financer leurs autres coopératives. Les faits abondent qui pourraient illustrer cette affirmation. Nous en rapporterons deux qui se sont déroulés au sein de groupes de cultivateurs et de pêcheurs et qui pourraient servir d'exemples aux centres ruraux qui songent à se lancer dans la coopération.

Exemples d'organisations locales

Ballantine's Cove, en Nouvelle-Écosse, est un village formé de pêcheurs et de cultivateurs. En 1935, les pêcheurs de l'endroit ouvrirent une homarderie coopérative. Ils rencontrèrent une vive opposition de la part des propriétaires de homarderies privées; mais grâce à leurs efforts, les premiers essais furent couronnés de succès. Au moyen de leur organisation, ils vendirent aussi leur homard vivant sur les marchés américains. En dépit de ces heureux débuts, certains membres du groupe commencèrent à flancher. Les conserveries privées offraient de leur avancer des fonds pour les opérations de l'année suivante et il y avait danger de voir l'organisation se débander. La coopérative refusa quand même d'avancer elle-même des fonds parce que c'est là une

mauvaise méthode coopérative; mais la caisse populaire fit les prêts individuels nécessaires pour subvenir aux besoins des membres moins bien partagés de la coopérative.

Pointe Sapin, sur la côte nord du Nouveau-Brunswick, est un village où l'on s'adonne à la culture, à la pêche et à l'industrie forestière. Les bancs de homard situés vis-à-vis de ce village sont les plus riches de l'Est du Canada. Quatre homarderies, appartenant à des particuliers, s'alignent sur la rive. Il suffirait d'un léger travail fait à un barachois pour faire de Pointe Sapin un des plus beaux ports de pêche à l'éperlan dans tout le Nouveau-Brunswick. Les habitants possèdent de belles terres. En arrière, s'étendent de vastes forêts; au centre, on trouve un terrain propre à la culture des canneberges.

Si les habitants de la localité pouvaient retirer seulement toute la richesse de la pêche au homard, ils pourraient vivre à l'aise. Quand les ouvriers de l'*Extension* entrèrent pour la première fois dans cette terre promise, ils y trouvèrent une pénible situation. Les commerçants privés venaient avec leurs bateaux, leurs gréments de pêche et leurs pêcheurs et enlevaient à la localité tout le profit de la pêche. Les habitants de l'endroit étaient pauvres et grevés de dettes. Une douzaine seulement étaient financièrement indépendants; il était évident que les autres ne pourraient, pendant quelque temps, prendre part à aucune entreprise coopérative. Cependant, après qu''on leur eut prêché pendant deux ans l'idée qu'ils devaient s'aider eux-mêmes, les pêcheurs indépendants s'unirent et organisèrent une homarderie coo-

pérative. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick les y aida en leur accordant un prêt. Tel fut leur succès qu'ils purent dès la première saison rembourser leur emprunt et faire des profits considérables en vendant à un prix supérieur à celui du marché local. Ce fut un encouragement à faire davantage. Ils avaient d'abord loué une usine; mais ils décidèrent peu après de s'en bâtir une. Sur ces entrefaites, l'établissement d'une caisse populaire leur permit de financer d'autres opérations. Peu à peu, ces pêcheurs indépendants seront en mesure de tendre une main secourable à leurs frères moins bien partagés, et il se pourrait fort bien qu'avant peu de temps tous les habitants de ce village, grâce à la richesse potentielle de la mer, du sol et des forêts, fassent chacun leur part de travail pour se libérer de l'esclavage qui a longtemps pesé sur eux.

Après ses débuts en Nouvelle-Écosse, en 1933, le mouvement des caisses populaires s'est étendu à toutes les Provinces maritimes. Il existe déjà trois fédérations provinciales de caisses populaires. Grâce à un corps compétent d'administrateurs, ces fédérations dirigent le travail des caisses populaires affiliées.

La Ligue des Caisses Populaires de la Nouvelle-Écosse a déjà reçu son incorporation; elle sert de caisse centrale et reçoit le surplus des fonds des caisses locales que l'on n'a pas réussi à placer. Ces fonds sont mis à la disposition des caisses nouvelles ou plus faibles, pour les aider à satisfaire aux besoins d'emprunt de leurs membres. La caisse centrale peut facilement se transformer en banque coopéra-

tive. Les caisses populaires, telles qu'elles existent aujourd'hui en Amérique, ne résolvent peut-être pas à fond le problème monétaire, mais on a fait, grâce à elles, un pas vers la vraie solution. La gestion du commerce coopératif de l'argent par les gens du peuple les instruit sur le monde mystérieux de la monnaie et de la finance et elle ouvre la voie à de nouveaux progrès coopératifs dans ce domaine.

CHAPITRE VII

LES COOPÉRATIVES DE VENTE

Il n'y a peut-être aucune partie du pays qui possède une aussi grande variété de producteurs de matières premières que l'Est du Canada. On peut les classer en trois catégories: pêcheurs, cultivateurs et bûcherons; mais cette division ne donne encore qu'une faible idée de cette variété, car plusieurs appartiennent à deux de ces catégories ou même aux trois. Il existe par exemple des pêcheurs-cultivateurs, des cultivateurs-bûcherons, et des cultivateurs qui sont en même temps pêcheurs et bûcherons. Comme, de plus, la culture mixte est de règle dans cette région, il est impossible de comprendre les difficultés des cultivateurs, à moins de préciser, dans chaque cas, de quel genre de culture en particulier nous parlons.

La grande difficulté qui affecte la vente des produits de la ferme, c'est leur bas prix. Pour cette raison, il faut que le mécanisme de vente, intermédiaire entre le consommateur et le producteur, ne soit pas trop compliqué, si le cultivateur doit toucher quelque chose pour son produit et son travail. Il est à peu près impossible aujourd'hui, pour le petit cultivateur ou le petit pêcheur indépendant, de produire séparément une quantité suffisante de produits uniformes pour satisfaire à la demande du marché. Le fait qu'on ne peut plus s'en tenir au marché local ne fait qu'augmenter la difficulté. La réfrigé-

ration et la rapidité des transports facilitent aux producteurs éloignés l'accès de marchés avantageux. Si nous admettons que la culture et la pêche sur une petite échelle sont un genre de vie à conserver et une honnête façon de gagner sa vie, alors il nous faut trouver un moyen de grouper ces petits producteurs, de façon qu'ils aient le volume et la qualité que requièrent les marchés de nos jours.

La production au compte-goutte

Les cultivateurs des Provinces maritimes ont toujours été reconnus pour leur individualisme. Ce sont des producteurs à la goutte. Ils conservent encore de nos jours des procédés de vente qui fonctionnaient assez bien au temps passé. Il leur répugne de penser qu'il leur faudrait changer de méthodes. Les agronomes, dans leurs efforts pour améliorer l'agriculture, entendent souvent les cultivateurs affirmer que si seulement ils avaient des marchés, ils sauraient bien se tirer d'affaire. Le cultivateur veut dire par là que, s'il pouvait disposer des produits qu'il a à vendre, tout irait bien pour lui. Il est persuadé que, si sa ferme touchait à la ville de Montréal, ses affaires seraient prospères; mais il oublie de remarquer que, s'il en était ainsi, il ne serait probablement plus cultivateur. L'agriculture s'est toujours développée dans les grandes étendues, loin des grands centres, et il en sera probablement toujours ainsi. Le problème n'est donc pas d'amener le marché au cultivateur, mais d'amener le cultivateur au marché. Or il ne peut atteindre le marché qu'en faisant de sa petite entreprise une grande entreprise. C'est là un paradoxe, et

le cultivateur qui ne pense pas plus loin que son nez croit que la raison est entièrement de son côté. S'il ne peut vendre un tout petit peu d'une marchandise, pense-t-il, comment pourra-t-il en vendre une grande quantité? Cependant, il est très vrai que s'il veut vendre une petite quantité, il doit disposer d'un stock considérable. Or, la seule façon, pour un petit producteur, de disposer d'un stock considérable, c'est de se grouper avec plusieurs autres petits producteurs. C'est de cette façon seulement qu'il sera possible de fournir une quantité importante de produits, classifiés d'une façon uniforme. Cette fédération de petites gens et de petites entreprises, pour en faire l'équivalent d'un gros producteur et d'une grosse affaire, peut se réaliser par ce que nous appelons les coopératives de production. Il est vrai qu'on peut aussi y parvenir au moyen de grosses corporations d'exploitation, mais nous supposons que ce n'est pas ce que demande l'intérêt du Canada. Aussi longtemps que nous garderons nos idées sur la propriété privée et l'agriculture familiale, les coopératives de vente constitueront le seul moyen de résoudre convenablement le problème du producteur de matières premières.

De plusieurs côtés on s'intéresse à la question

Plusieurs institutions tant publiques que privées, s'étant rendu compte de cette situation, se sont efforcées de promouvoir l'établissement de coopératives de vente dans les Provinces maritimes. Les départements de l'Agriculture des gouvernements tant fédéral que provinciaux ouvrirent la voie. Ce n'est

que dans ces dernières années que les intéressés eux-mêmes ont mordu à l'idée, et encore, grâce à l'encouragement des gouvernements. Deux types de coopératives virent le jour: celles de transformation et celles de vente des produits agricoles à l'état brut.

La beurrerie fut le premier type de coopérative de transformation. Les gouvernements établirent plusieurs beurreries qu'ils opérèrent pendant quelques années, avec l'intention de les céder aux cultivateurs sous forme de coopératives, dès que la possibilité du succès serait démontrée. La plus belle réalisation de cette politique est la beurrerie coopérative de Scotsburn, Comté de Pictou, N.-É. Quelques-unes des autres beurreries sont encore administrées par le gouvernement.

La vente des agneaux

Les efforts tentés par les fonctionnaires de nos gouvernements dans le but de fonder des coopératives pour la vente du bétail, eurent un meilleur succès. En 1924, les gouvernements des Provinces maritimes aidèrent à la fondation de la Coopérative Canadienne du Bétail à Moncton. Des clubs d'expédition furent organisés dans les trois provinces, surtout dans l'est de la Nouvelle-Écosse et dans l'Ile-du-Prince-Édouard. On commença par la vente des agneaux, et les résultats furent encourageants. Les coopératives réussirent, par leurs premiers efforts, à élever le prix de vente de six sous à neuf sous la livre, sur pieds. Ce succès força les propriétaires de salaisons et leurs agents à élever leurs prix, surtout dans les régions où le bruit de cette merveille s'était

répandu. En certains endroits isolés, cependant, les anciens prix se maintinrent avec les anciennes pratiques.

Il y a dans la nature humaine une curieuse perversité, — particulièrement manifeste chez les cultivateurs, — qui les rend aveugles aux choses qui sont pour leur bien. Des cultivateurs n'hésiteront pas à assurer à leurs voisins coopérateurs qu'ils font autant d'argent en dehors des coopératives que s'ils en faisaient partie. Mais ils ne remarquent pas que, si les coopératives n'existaient pas, ils ne jouiraient pas de ces avantages dont il se vantent. Il est difficile d'élargir les vues d'un cultivateur. Sans l'étude, il n'est frappé que par les résultats immédiats. Il connaît le prix de quelques produits et les adversaires, hélas, savent manipuler les prix de ces produits de façon à l'attirer. Le manque de loyauté est son péché dominant.

Les efforts faits en vue de la vente en coopération des produits agricoles, spécialement en Nouvelle-Écosse, auraient peut-être abouti à un insuccès complet, si de nouvelles forces n'étaient venues sauver la situation pendant ces dernières années. L'*Extension,* avec son programme d'éducation des adultes dans l'est de la Nouvelle-Écosse, vint opportunément porter secours à ce mouvement important. L'établissement de magasins coopératifs dans l'est de la Nouvelle-Écosse, d'abord dans les centres industriels, ensuite dans les groupements ruraux, servit à transformer les "clubs" d'expédition en organisations plus solides. Les coopératives de consommation prirent à leur charge toutes les activités des cultivateurs et

dans le champ de la consommation et dans celui de la production. Grâce à elles, les agriculteurs furent enfin intéressés à quelque chose de précis et de concret. Ils avaient investi de l'argent dans ces institutions; il était donc naturel qu'ils voulussent faire leurs ventes par ces mêmes organismes.

Action sur les non-coopérateurs

En même temps que se produisaient ces développements, on employait un nouveau procédé pour se garder du cultivateur anti-social et déloyal qui, dans le passé, avait joué le rôle du traître à l'égard de ses confrères. C'était le "pool", avec son idée d'un payement initial et d'un payement final. Dans les commencements, le commerce privé fixait ses prix d'après ceux de la coopérative. Le cultivateur déloyal attendait de connaître le prix de la coopérative et ensuite il vendait aux commerçants privés. En certains cas, par exemple, lorsqu'il soldait de vieux comptes ou qu'il était payé en nature pour ses agneaux ou pour son bétail, il pouvait peut-être recevoir du marchand un demi-sou de plus la livre pour son produit, et alors il narguait ses voisins en faisant sonner la supériorité de son marché. Les coopérateurs finirent par décider de ne plus publier leurs prix, ce qui est conforme aux saines méthodes coopératives. Après tout, les membres d'une coopérative ne vendent pas leurs produits à leur coopérative: ils les lui confient pour qu'elle les vende et, si l'affaire est bien menée, ils retirent de l'opération tout ce qu'elle peut rapporter. Rien de plus logique; c'est le bon sens même. Mais le cultivateur superficiel et peu

éclairé prend du temps à s'apercevoir que toute autre façon de procéder est stupide. La meilleure manière de juger un coopérateur, c'est de voir s'il considère sa coopérative comme un organisme qui vend son produit en son nom, ou s'il considère qu'elle l'achète elle-même.

Avec le nouveau plan, donc, le prix initial que paie la coopérative équivaut à peu près à 75% du prix final probable. Dès que le prix initial est déclaré, l'opinion générale est que le commerce privé va payer un peu plus cher et les non-coopérateurs vendent. Mais quand le paiement final est fait par la coopérative, il appert généralement qu'il est plus élevé. Cette manière de faire introduit un élément d'incertitude et les gens ne sont pas assez braves, en général, pour courir le risque de vendre sur-le-champ et d'apprendre ensuite que les confrères de la coopérative reçoivent de meilleurs prix. Cette méthode a gagné plus d'adeptes aux coopératives parmi les cultivateurs des Provinces maritimes que tous les discours des organisateurs et des éducateurs. Il y a là un brin de bonne psychologie très efficace.

Concours des ministères de l'Agriculture

Les ministères fédéral et provinciaux de l'Agriculture ont toujours été sympathiques aux coopératives agricoles. L'histoire de ces dernières est leur histoire, au fond; car sans eux, on n'aurait pu accomplir que très peu de chose. Bien avant la fondation de l'*Extension*, ils avaient ouvert la voie. L'*Extension*, dès ses débuts, a travaillé de concert avec les fonctionnaires gouvernementaux et s'est efforcé d'éviter de faire double emploi. Un nouvel élan fut imprimé

à tout le mouvement, lorsque le gouvernement de la Nouvelle-Écosse organisa au département de l'Agriculture une Commission des Marchés. Les hommes les plus compétents furent choisis pour diriger le travail de ce département dans le domaine des matières premières: l'agriculture, les pêcheries et le bois. La création de cette Commission et celle, en 1935, du Conseil Économique de la Nouvelle-Écosse sont probablement les deux plus importantes décisions prises en faveur des producteurs de matières premières de cette province. Ce conseil économique est formé d'hommes d'affaires, de savants et d'économistes. Ces experts font des enquêtes approfondies sur les ressources naturelles de la province et sur leurs développements possibles. Le travail a été accompli de façon véritablement scientifique et, pour la première fois dans l'histoire de la Nouvelle-Écosse, nous possédons un bureau d'information qui peut fournir des données sûres sur les nombreux et difficiles problèmes que la population a à résoudre.

Le "Pool du Dindon" d'Antigonish

Le "Pool du Dindon" d'Antigonish est un bel exemple de ce qu'a accompli la Commission des Marchés de la Nouvelle-Écosse. Le comté d'Antigonish n'était pas une région où l'élevage du dindon se faisait sur une base commerciale. On trouvait seulement quelques volatiles ici et là pour le marché local. Une documentation sur la production et l'élevage du dindon fut fournie à des groupes de cultivateurs et une coopérative de vente fut organisée pour écouler la production. L'on fixa une date pour le rassemble-

ment des dindons et un pool fut formé. On fit venir des employés du gouvernement pour la classification et l'on procéda d'après la méthode ordinaire des pools coopératifs. La première année, la production ne fut que de 1,800 livres; l'année suivante elle fut de neuf tonnes, la troisième année de dix-huit tonnes et la quatrième année de vingt-huit tonnes! Les maisons de salaison envoyèrent des représentants aux enchères et le lot entier fut vendu au plus offrant. Plusieurs autres régions de la Nouvelle-Écosse ont adopté cette méthode d'écouler ainsi leurs volailles, et la somme totale de la production annuelle a atteint jusqu'à cinquante tonnes. Chaque livre de ce produit a été vendue pour le marché des Provinces maritimes et, quand la production dépassera la consommation prévue pour l'Est du Canada, on verra à la vente sur les marchés anglais ou étrangers. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, le petit cultivateur est devenu un gros producteur. Il a comblé l'abîme entre lui et son marché domestique; et mieux encore, il a enfin trouvé un mécanisme qui lui permet d'atteindre les marchés éloignés. C'est peut-être peu encore, mais c'est le germe d'une grande idée, qui peut faire du défaitisme, caractéristique du cultivateur des Provinces maritimes depuis longtemps, un souvenir du passé.

Coopérative de vente du bois de pulpe

La coopérative de vente du bois de pulpe de West Arichat et de la localité voisine, Louisdale, Nouvelle-Écosse, nous fournit un autre bon exemple. Les habitants de ces deux centres sont des cultiva-

teurs, des pêcheurs et des bûcherons. Des représentants de la Commission des Marchés cherchaient l'occasion de promouvoir un système scientifique de vente pour le bois de pulpe. Ils voulaient aussi faire la démonstration pratique d'un plan qui assurerait la coupe rationnelle et la conservation de nos forêts. On fit venir un expert forestier dans ces deux localités et une coopérative fut organisée; l'on enseigna comment faire la coupe de façon à assurer la récolte indéfinie du bois. Le travail accompli précédemment dans les cercles d'étude les avait préparés à accepter ce programme. On les mit en communication avec un commerçant bien coté et, durant la première année, ils remplirent une commande de $25,000 de bois de pulpe écorcé, au prix de dix dollars la corde une fois mise à l'eau. Comparé à ce que l'on recevait ailleurs, ce prix était une rémunération satisfaisante pour leur produit et constituait un salaire raisonnable. Ces deux centres avaient établi, quelques années auparavant, leur magasin coopératif et leur caisse populaire, de sorte que plusieurs purent se financer pendant la coupe du bois. Ils ne devaient toucher la plus grande partie de la paye pour leur bois qu'après livraison. Ils n'eurent donc pas à emprunter des sommes considérables pour leurs opérations, comme ils avaient coutume de le faire quand ils travallaient individuellement. Ils acquirent ainsi ce sens de la dignité et de l'indépendance qui manque si souvent chez cette classe de producteurs. Il reste encore, heureusement, plusieurs propriétaires de petits lots de bois parsemés dans tout l'Est du Canada. Le bois de

pulpe et de construction forme une récolte importante qui pousse sans exiger beaucoup d'effort de la part du producteur; mais, dans le passé, cette exploitation ne lui a rapporté que de très maigres profits. L'expérience de Louisdale et de West Arichat repose sur une idée qui, si elle est appliquée de façon générale, devrait changer les conditions de vie de beaucoup de gens qui possèdent des lots de bois dans l'Est du Canada.

La tendance à la coopération de vente dans l'Est du Canada, durant les deux ou trois dernières décades, a déterminé la formation d'organismes pour la vente d'une grande variété de produits. Les producteurs de pommes, de patates et les éleveurs de renards ont organisé des coopératives, mais trop souvent elles ont manqué d'efficacité, parce que les principes coopératifs n'étaient pas observés avec rigueur.

La pasteurisation du lait

Les coopératives ouvrières dans la région industrielle du Cap-Breton, qui compte le groupement le plus considérable de consommateurs embrigadés dans les coopératives de consommation dans l'Est du Canada, ont ouvert aux cultivateurs un marché qui leur facilite l'écoulement de leurs produits. Dans le passé, les cultivateurs qui avaient essayé de faire affaire dans cette région, même en coopération, avaient rencontré des obstacles insurmontables à cause de la concurrence des commerçants locaux. Maintenant que des magasins coopératifs solidement établis opèrent dans les villes industrielles du Cap-Breton, les organisations de producteurs de matières

premières peuvent écouler plus facilement leurs denrées. Un groupe de cultivateurs de la région minière du Cap-Breton a construit en 1937, une usine moderne pour la pasteurisation du lait dans la ville de Sydney. Ce sont les cultivateurs qui la possèdent et la dirigent; mais la coopérative centrale de consommation et quelques-uns des magasins coopératifs locaux ont accepté d'acheter leurs produits. Toutefois, ce n'est pas là l'arrangement idéal. Malmo, en Suisse, et Waukegan, dans l'Illinois, sont organisés d'après un plan qui est généralement reconnu comme éminemment propre à régler d'une façon satisfaisante les rapports délicats entre les producteurs et les consommateurs. D'après ce plan, l'usine de pasteurisation est propriété conjointe des producteurs et des consommateurs. Le prix du lait est fixé d'après le prix moyen du beurre dans la localité depuis un nombre déterminé d'années. Les coopératives de consommation font la vente en gros et en détail et les profits en marge du prix payé au producteur sont divisés en trois parts: un tiers va au producteur, un tiers à l'usine, un tiers au consommateur. L'intérêt que suscite cet arrangement chez les producteurs et les consommateurs assure la solidité de l'entreprise, encourage la production, améliore la qualité du lait et écarte la possibilité de l'exploitation; comme tout se fait au comptant, on élimine les mauvaises dettes, qui jusqu'ici formaient le grand obstacle dans le commerce du lait.

Une semblable méthode d'organisation peut être appliquée à la vente et à la distribution des autres produits. Son grand avantage est d'initier le

producteur de matières premières à l'organisation scientifique du marché. Il apprend à produire des denrées de qualité en quantité suffisante. Il apprend aussi la technique du marché local et, faisant un pas de plus, il se prépare à faire affaires dans les sphères plus vastes du domaine national et international.

Le marché du poisson

La méthode employée pour la vente du lait pourrait servir dans le marché du poisson. Déjà, en Nouvelle-Écosse, un travail considérable a été accompli pour établir un lien entre les organisations coopératives de la production du poisson et les consommateurs organisés. Les pêcheurs découvriront bientôt que c'est là une affaire profitable et ce leur sera une excellente occasion de faire l'essai de la vraie méthode de vente.

L'industrie du poisson, dans l'Est du Canada, est encore plus compliquée que celle de l'agriculture. Elle comprend la production de plusieurs genres de produits, qui ont chacun leurs techniques particulières et leurs difficultés de marché. Le poisson est vendu frais, en conserve, séché, assaisonné ou salé, fumé et gelé. Il n'y a pas de grande difficulté dans la vente des poissons fins et dispendieux, tels que le homard, le saumon, l'éperlan et les huîtres. Comme la quantité de ces produits est limitée, les prix en sont généralement élevés. De plus, l'Est du Canada jouit d'un monopole naturel pour quelques espèces, comme l'éperlan et le homard.

Les plus grands problèmes se rencontrent dans la vente du poisson à bon marché: la morue, l'aigle-

fin et le maquereau, parce que 80% de ce poisson va à l'exportation et doit soutenir la concurrence des autres pays exportateurs. Si le mécanisme de la vente est compliqué et dispendieux, il devient impossible au pêcheur d'obtenir un prix convenable pour sa marchandise. Il doit donc aller le plus directement possible au consommateur. Tous les arguments apportés en faveur de la vente coopérative des produits à bon marché, s'appliquent encore avec plus de force à la vente du poisson. L'individualisme en cette industrie, comme ailleurs, est inefficace et conduit à l'impossibilité morale de fournir des produits de qualité en quantité suffisante pour répondre aux conditions du marché mondial. De plus, la nature extrêmement périssable du poisson fournit l'un des plus solides arguments en faveur du groupement. L'industrie du poisson a souffert plus que toute autre du défaut de manipulation scientifique de ses produits sous toutes ses formes. Le manque de soin dans le traitement du poisson est évidemment funeste au commerce de ce produit. La publicité ne vaut rien aussi longtemps que le client ne peut obtenir un produit qui le satisfait. Il n'est pas suffisant non plus que les pêcheurs emploient les méthodes scientifiques dans les premiers stages de la production. Si les procédés de transport et de vente au détail ne sont pas soignés, le consommateur recevra un article de mauvaise qualité. Certains procédés de transformation rendent les produits de la mer plus ou moins impérissables et la difficulté est alors surmontée; mais dans le cas du poisson frais ou gelé, la valeur

du traitement et la façon de le mettre sur le marché détermineront le volume de la vente.

Quelques essais de coopération dans l'industrie du poisson avaient été tentés avant que l'*Extension* ne lançât son programme d'éducation et d'action coopérative. L'Ile du Prince-Édouard et le sud de la Nouvelle-Écosse avaient établi quelques homarderies coopératives qui avaient très bien réussi. Ces homarderies ont cessé de fonctionner en ces dernières années, non pour cause d'insuccès, mais parce qu'on a discontinué la mise en conserve du homard dans cette région et qu'on y a substitué le commerce du homard vivant.

Mise en conserve du homard

La vente coopérative du poisson reçut une nouvelle impulsion, grâce aux recommandations de la Commission Royale McLean, qui enquêta sur l'industrie du poisson dans l'Est du Canada en 1927. Comme je l'ai dit plus haut, les pêcheurs s'organisèrent, en 1930, sur les instances du gouvernement fédéral, en une association appelée: "Les Pêcheurs Unis des Provinces Maritimes". Un des buts principaux était de faciliter aux pêcheurs la production et la vente en coopération. On considérait comme très important de choisir un champ d'action très sûr pour ce travail initial, car une erreur dans les débuts serait désastreuse. L'opinion unanime était que l'industrie du homard offrait les meilleures chances de succès, puisque les prix en avaient toujours été élevés et qu'il y avait peu de danger d'insuccès. En 1938, on comptait 18,000 pêcheurs dans la pêche du homard. C'était là le champ d'action qui offrait un moyen fa-

cile de faire pénétrer, chez tous les pêcheurs de l'Est du Canada, la connaissance de la technique et des avantages du marché coopératif. On croyait en général que le succès dans cette ligne fournirait un stimulant pour déterminer des activités similaires dans les sphères d'action plus difficiles. Les chefs du mouvement furent récompensés dans leurs espérances. Port Félix, Little Dover et Hâvre Boucher ouvrirent la marche dans l'organisation des fabriques de mise en conserve du homard et, dès le début, celles-ci obtinrent toutes des succès éclatants. L'idée frappa l'imagination des pêcheurs d'autres localités et le mouvement s'est étendu comme un feu de prairie le long des côtes du Canada maritime. Depuis il a atteint presque tous les groupements de l'est de la Nouvelle-Écosse et une vaste section de la côte nord-est du Nouveau-Brunswick. Il y a maintenant trente-cinq homarderies coopératives desservant à peu près quatre-vingt-dix localités.

L'expédition du homard vivant

Parallèlement au développement des coopératives de mise en conserve du homard, on a développé un commerce important et rémunérateur: celui du homard vivant. Autrefois, on croyait qu'il était à peu près impossible de faire le transport du homard vivant à partir des régions de l'Est du Canada qui sont éloignées des marchés. Les pêcheurs organisés commencèrent par louer un bateau pour transporter vers les marchés des États-Unis le homard vivant expédié des côtes orientales de Nouvelle-Écosse et de quelques localités du Cap-Breton. Le taux de mor-

talité des homards était élevé au début. Le département des Pêcheries fit une étude approfondie de tout le problème. Un spécialiste fut installé à bord des bateaux dans le but de découvrir les conditions les plus favorables pour le transport du homard vers les marchés américains, et l'on se rendit compte que le taux de mortalité pouvait être réduit à deux pour cent. Avec le temps, on a si bien amélioré les conditions, et dans la manipulation du homard par les pêcheurs et dans le règlage de la température favorable au transport, que le homard vivant peut aujourd'hui s'expédier des points les plus distants des Provinces maritimes jusqu'au marché américain. L'évolution du commerce du homard vivant jusqu'à son état présent est à la louange de l'intelligence des pêcheurs et elle démontre d'une façon intéressante ce que l'éducation et l'action coopérative peuvent accomplir.

Au début, les membres des organisations coopératives expédiaient leurs produits en lots individuels, chacun à leur nom. Cette méthode fut bientôt trouvée encombrante sans donner satisfaction. Les pêcheurs organisés de la côte orientale de la Nouvelle-Écosse décidèrent de grouper leurs prises et d'expédier collectivement. Ils purent ainsi traiter directement avec les gros acheteurs et, il y a trois ans, le homard était vendu sur la côte est de la Nouvelle-Écosse à prix ferme et à la pesée du pêcheur, sujette à un contrôle du côté américain. Jusqu'ici la décision finale appartenait uniquement à l'acheteur, et pour la qualité et pour le poids; mais aujourd'hui les deux parties ont leur mot à dire dans la transaction. Ces

gens ont réussi, par l'action coopérative, à doubler et quelque fois à tripler les prix qu'ils avaient coutume de recevoir pour leur homard vivant.

Gains faits par un groupe coopératif

Ballantyne's Cove Nouvelle-Écosse, est un bel exemple de l'importance de la coopération dans la mise en conserve et la vente du homard. Les pêcheurs, s'étant organisés en coopérative, louèrent l'installation locale de mise en conserve. Ils commencèrent les opérations en 1936. Durant cette saison, ils reçurent pour leur homard vivant une moyenne de 19½ sous la livre et 9 sous pour le homard en conserve. Ils obtinrent ce résultat en dépit du fait que le prix par caisse du homard en conserve n'était cette année-là que de $24.50. On compara ce résultat avec les prix payés les années antérieures. Un membre du groupe expliqua qu'en 1925, alors que le prix du homard à la caisse était de $36.00, ils n'avaient reçu que 9 sous la livre. Ils auraient dû cette année-là, en se basant sur les résultats donnés par la coopérative, recevoir 13¼ sous la livre. En d'autres termes, d'après une évaluation très modérée, les coopérateurs, s'ils avaient été organisés en 1925, auraient reçu $10.00 de plus par caisse. A ce compte, le comté d'Antigonish, qui n'avait que quatre cent cinquante pêcheurs de homard, aurait perdu $50,000 cette année-là. Si on appliquait ce calcul à l'ensemble des Provinces maritimes, la différence des revenus, pour cette seule industrie, entre le régime coopératif et celui de l'individualisme, serait énorme. Si à cela nous ajoutons le surplus de revenus provenant de la vente

coopérative du homard vivant, la somme totale serait imposante. Il n'est donc pas étonnant que les pêcheurs de l'Est du Canada soient fiers de leurs activités coopératives.

Une précieuse leçon ressort de cette expérience. De tous côtés à travers l'Amérique du Nord, on nous demande comment il faut lancer un mouvement coopératif. Il est difficile de répondre à cette question; mais on peut affirmer que l'on devrait commencer par quelque chose qu'on est sûr de réussir. Dans l'Est du Canada, c'est le bon vieux homard qui a ouvert au peuple la voie qui mène aux entreprises économiques. Ici, c'est donc le homard; ailleurs ce sera autre chose. Le secret de l'affaire, c'est que chaque région trouve son "homard": que ce soit le gaz, l'huile, le bétail ou tout autre produit qui pourrait être manipulé avec succès.

Entreprises plus difficiles

Stimulés par les résultats obtenus sur le marché ru homard, les pêcheurs de l'Est du Canada s'aventurèrent en des domaines présentant de plus grandes difficultés. Plusieurs petits centres ont déjà des établissements pour le séchage et l'assaisonnement du poisson. Le succès le plus remarquable dans cette branche est celui qui a été obtenu par les habitants de l'Ardoise, N.-É. Ces cultivateurs-pêcheurs furent lents à adhérer au programme d'éducation des adultes de l'*Extension*. Ils se joignirent aux Pêcheurs Unis quand ceux-ci s'organisèrent; mais, pendant six ans, ils ne donnèrent pas signe de vie. Un événement les réveilla enfin. Durant l'année

1935, ils vendirent cent barils de maquereau par l'intermédiaire de la coopérative centrale et reçurent $1.75 de plus le baril qu'ils ne recevaient par la vente individuelle. Ils commencèrent à réfléchir. Ils conclurent que, s'ils avaient vendu tout leur maquereau au prix de la coopérative, ils auraient fait, cette saison-là, un surplus de $15,000.00. La population fut prise d'enthousiasme. Cent cinquante pêcheurs se groupèrent en cercles d'étude et s'adressèrent à l'*Extension* pour recevoir des directives. Ils commencèrent l'étude de la caisse populaire et, au printemps, à la fondation de leur caisse, ils avaient déjà une épargne de $610.00. Ce n'était pas tout, pourtant. Au cours de l'hiver, ils allèrent en forêt, coupèrent du bois et construisirent quatre entrepôts pour leur maquereau. C'était un renouveau dans leur vie industrielle. Il devint alors possible de classifier. Chaque pêcheur individuel avait jusqu'alors mis son gros maquereau avec le petit dans le même baril. Ils n'en avaient pas assez de chaque sorte pour les classifier séparément. Mais avec l'organisation coopérative, l'abondance de la marchandise permit le classement. Le poisson n'appartenait plus aux individus; il devint la propriété de "la Coopérative du Maquereau de l'Ardoise" et fut classifié d'une façon uniforme suivant la qualité. Au cours de l'année 1938, le bureau central des Pêcheurs Unis écoula pour eux 6,000 barils de maquereau. Électrisée par ces réalisations, la population de ce district est en train de se construire un vaste magasin et elle acquiert graduellement un esprit coopératif plus intense. Les gens sont encore pauvres; ils ont leurs difficultés. Mais,

animés d'un esprit nouveau, ils ont confiance que leur avenir dépendra de leur initiative et de leur intelligence.

La vente de l'éperlan

Un groupe de pêcheurs du nord-est du Nouveau-Brunswick a commencé la vente coopérative de l'éperlan. L'éperlan est un mets fin et dispendieux; en temps normal, il rapporte des revenus substantiels aux pêcheurs. Il n'y a probablement pas en Amérique du Nord d'autre produit qui se prête aussi bien à la vente coopérative. Le nord-est du Nouveau-Brunswick produit 88% de l'éperlan de l'Amérique du Nord. Quinze cents pêcheurs dans le Miramichi en fournissent à eux seuls, dans une bonne année, environ cinq millions de livres, dont la vente en détail rapporte à peu près un million de dollars. Non seulement les pêcheurs d'éperlan de l'Est du Canada en ont le monopole naturel, mais il n'existe aucune difficulté dans le processus de la préparation ou de la vente. Le poisson est capturé sur la glace et gelé immédiatement. La seule chose qui pourrait être nécessaire, ce serait un entrepôt frigorifique où l'on conserverait le poisson en attendant de le mettre sur les marchés de gros de l'Amérique du Nord. Une légère partie des surplus qu'une coopérative de vente rapporterait à ces pêcheurs, suffirait pour construire en peu d'années les installations qui feraient d'eux les rois de l'éperlan de l'Amérique du Nord. Le mouvement de l'éducation des adultes lancé sur ces côtes depuis quelques années, commence à leur faire entrevoir cette possibilité. Au cours de l'année 1938, douze coopératives de vente

pour l'éperlan ont été organisées au Nouveau-Brunswick.

Le succès de ces efforts encouragera les gens à entreprendre le même travail dans un autre champ qui attend d'être exploité. En effet, non seulement les pêcheurs de la côte nord du Nouveau-Brunswick ont le monopole de l'éperlan, mais ils produisent aussi 58% du saumon de l'Atlantique de l'Est du Canada. Voici un autre produit de haut prix, qui peut se vendre soit frais, soit gelé. Les facilités d'une telle réalisation existent déjà, et les chances de succès invitent les pêcheurs avec une force irrésistible. Il y aurait moyen de faire quelque chose de semblable dans l'industrie des huîtres.

Les pêcheurs de la côte nord du Nouveau-Brunswick ont un vaste champ à exploiter. Ils ont des villages populeux et jolis, riches des produits de la mer, du sol et de la forêt. Cette région de l'Est du Canada vaudra la peine d'être surveillée dans les prochaines années. La partie est bien lancée. Nous sommes venus à eux alors que nous avions déjà perfectionné nos méthodes. Les gens ont déjà établi leurs caisses populaires et ils procèdent avec prudence à l'élaboration de leurs entreprises coopératives de production et de consommation.

Succès des coopératives de vente

Ces activités coopératives des pêcheurs de l'Est du Canada n'ont fait qu'entamer le champ de leurs possibilités. Nous ne prétendons pas qu'elles ont modifié notablement leur vie économique. Elles démontrent simplement que les gens du peuple sont capables de conduire avec succès des entreprises de

coopération dans des domaines où l'action est facile. Ces succès permettent d'espérer que, grâce à l'entraînement acquis par ces premiers efforts, ils seront capables de s'attaquer à d'autres problèmes dans des sphères plus difficiles. Le commerce du poisson frais exige des installations dispendieuses et un mécanisme de vente compliqué. Ce commerce est aujourd'hui aux mains des grosses compagnies. Ceci ne veut pas dire cependant que le mouvement coopératif est incapable d'apporter des avantages immédiats aux pêcheurs qui manipulent le poisson frais. Ils peuvent commencer à résoudre le problème en qualité de consommateurs. Grâce aux caisses populaires et aux magasins coopératifs, d'une part, et aux coopératives de production, de l'autre, ils amélioreront graduellement leur sort. Les activités coopératives leur permettront de faire affaire avec les grosses compagnies. Par la coopération, ils se mettent dans une position qui rend possible l'assistance du gouvernement et qui leur permet de profiter des divers systèmes de prêts qui leur sont offerts. Ces activités coopératives les élèveront graduellement à un niveau où ils pourront enfin mettre sur pied des organismes de vente qu'ils ne peuvent aujourd'hui créer. A part les avantages que leur procurent les coopératives de vente, les pêcheurs font de grosses épargnes en achetant leurs agrès de pêche par l'intermédiaire de leur Centrale. Ils se servent de l'association des Pêcheurs Unis comme coopérative de gros. Par leurs magasins coopératifs, ils sont affiliés à la Coopérative Canadienne du Bétail à Moncton, N.-B. Il est possible qu'à l'avenir ces deux Centrales se fusionnent.

CHAPITRE VIII

POURQUOI AMORCER L'ÉDUCATION DES ADULTES PAR L'ÉCONOMIQUE?

C'est une tâche relativement facile d'obtenir l'unanimité d'opinion sur les méthodes à employer pour promouvoir l'étude chez les masses. On reconnaît généralement que le cercle d'étude ou la société de débats est un moyen apte à pousser un programme d'éducation intensive parmi les gens du peuple. L'expérence des organisations éducationnelles et des coopératives dans les pays scandinaves confirme cette opinion. Notre propre expérience n'a pas infirmé la confiance que nous avions en cette méthode, modifiée au contact des problèmes concrets de l'Est du Canada. Nous prévoyons bien qu'elle est susceptible de développements et de perfectionnements ultérieurs; mais, telle qu'elle est, elle nous semble être un instrument adapté à la tâche qui nous incombe.

Sur quoi porteront les études?

Si l'on vient à se demander ce qu'il faut étudier et par où commencer, l'accord est moins facile. Des maîtres de l'éducation des adultes proposent un vaste programme culturel et académique. Ils prétendent offrir au peuple du caviar avant qu'il ait appris à aimer les olives ou qu'il ait même le moyen de s'en procurer. Que cela soit ou non un bon point de départ, c'est chose bien discutable. Aussi bien notre simple intention est de montrer que ce n'est pas la

voie que nous avons suivie et d'exposer quelques-unes des raisons de notre méthode. Cette méthode a été inspirée dans une grande mesure par la conception que nous nous faisons de l'éducation et par les résultats qu'il en faut attendre.

A notre point de vue, toute éducation doit rendre l'homme capable de mettre en valeur ses capacités; elle doit le mettre en mesure de vivre une vie pleine. Car une vie pleine est l'épanouissement progressif des facultés humaines. Afin de mieux comprendre cet axiôme général, exprimons-le sous une forme plus concrète. A cet effet, nous projetterons sur l'écran, pour un moment d'examen, toute la gamme des activités humaines, que l'on peut réduire à cinq catégories: c'est-à-dire physiques, économiques, sociales, intellectuelles et spirituelles.

Aucun peuple n'a jamais exploité à fond ses puissances dans tous ces domaines à la fois. C'eût été la réalisation de l'âge d'or. Il est probable qu'aucun individu n'a jamais utilisé pleinement toutes les ressourees secrètes de son être. Très peu peuvent prétendre avoir atteint la perfection même dans un seul des domaines de l'activité humaine. Quant à nous, ce n'est pas dans un seul domaine que nous prêchons le perfectionnement, mais dans tous. Il ne suffit pas qu'un individu jouisse d'une santé parfaite s'il manque par ailleurs de développement intellectuel ou de revenus convenables. L'homme entier doit être complètement équilibré. Il faut que l'être humain soit harmonieusement organisé. De là l'importance première pour l'individu d'explorer ces cinq domaines

à partir du physique jusqu'au spirituel, et d'achever cette harmonieuse unité qui marque l'homme cultivé. Un siège à trois pieds, dont une patte est plus courte que les autres, perd beaucoup de sa valeur et de sa beauté. Le manque d'équilibre chez l'homme n'est pas plus désirable.

Le niveau auquel peut parvenir chaque individu dans le développement harmonieux de ses facultés dépend de ses capacités naturelles et de son rang dans la société. L'éducation remplira son but si elle lui permet d'atteindre ce niveau et de s'y maintenir.

Par où devons-nous commencer?

La question qui reste à résoudre est la suivante: par où cette méthode d'éducation doit-elle commencer. Nous avons déjà indiqué ce qui nous paraissait être le vrai point de départ et la meilleure route à suivre quand il s'agit des masses. Il est de saine pédagogie et de bonne psychologie, croyons-nous, de débuter par le domaine économique. Si nous insistons tout d'abord sur le côté matériel et économique, c'est afin d'atteindre plus facilement dans la suite les biens d'ordre culturel et spirituel, but ultime de tous nos efforts. Tous ne partageront point notre sentiment à cet égard. Il s'en trouvera même pour traiter de *propagandisme* les principes économiques que nous préconisons. Nous serions tenté de rétorquer l'accusation à l'adresse des défenseurs du *statu quo*. L'éducateur qui se proclame satisfait du présent état de choses prête flanc à la suspicion. Il s'expose au danger de passer pour un défenseur salarié du capitalisme. Il n'accuserait pas de propagandisme

l'enseignement de l'algèbre ou de l'arithmétique, mais il n'hésite pas à qualifier de ce nom les efforts que nous déployons dans le domaine économique et social. Après tout, si c'est faire acte de propagandisme que de mettre en lumière les principes éternels qui doivent régir les relations essentielles entre les membres de la société, alors je dois avouer que je fais du propagandisme.

Piquer l'intérêt pour instruire

En bonne pédagogie et à plusieurs points de vue, on devra débuter par le domaine économique. L'homme apprend facilement un sujet qui excite particulièrement son intérêt; et ce qui l'intéresse le plus vivement, ce sont ses besoins. Or, on ne niera pas que les travailleurs manuels souffrent de besoins urgents dans l'ordre économique. Personne n'osera suggérer qu'ils sont indifférents à l'égard des biens et des services qu'ils ne peuvent se procurer. Alors comment peut-il y avoir désaccord sur l'opportunité de les initier à l'éducation des adultes par l'économique? C'est sur ce domaine que se concentrent leurs intérêts. La saine pédagogie nous prescrit de commencer par là pour aiguiller ensuite les esprits vers d'autres domaines moins attrayants en soi et qui ne les retiendraient pas longtemps. L'étude pour l'amour de l'étude ne peut pas être exigée des masses au début. D'ailleurs, on peut éveiller l'intérêt pour l'étude en proposant des problèmes tangibles. Et quels problèmes sont plus tangibles pour les travailleurs que ceux qui se posent dans leur vie quotidien-

ne? Pourquoi alors leur proposer d'autres problèmes, des cas chimériques qui ont peu ou pas de sens pour eux?

La méthode d'initiation économique donne des résultats facilement appréciables et dont on jouit immédiatement. Les étudiants adultes goûtent le plaisir qu'il y a à réussir une entreprise, plaisir qui les entraîne à de nouveaux et constants efforts. C'est là un facteur psychologique important pour ceux qui n'ont pas l'habiture d'étudier. Le frisson de triomphe qu'ils éprouvent à faire marcher une entreprise nouvelle et couronnée de succès dans le domaine matériel et économique, les électrise. Ils ont connu, à leur manière, la joie de penser. Ils y prennent goût. Ils découvrent aussi que la réflexion paye en argent sonnant. A leur insu, ils ont reçu un élan qui les pousse à désirer de nouveaux succès. Une fois que les gens du peuple ont obtenu des résultats pratiques par leurs études, ils cherchent à en obtenir de nouveaux en d'autres domaines. Ils concluent que ce ne serait pas folie pour eux de tenter de prendre leur part des autres bonnes choses que la civilisation a accumulées à travers les siècles et ils cherchent un moyen d'acquérir un peu de ce riche héritage de culture. Voilà comment procède l'homme du peuple. Voilà comment il est bâti; et nous, éducateurs, nous serions des aveugles si nous ne reconnaissions pas cette disposition de sa nature et si nous ne le conduisions pas à son relèvement par le chemin qui lui convient. Pour en faire un homme d'idées, il nous faut d'abord combler ses besoins matériels. C'est la prin-

cipale conclusion de notre expérience. Il faut l'avouer, jusqu'ici nos principaux efforts se sont confinés à l'économique. Mais il n'y a que neuf ans que le mouvement d'Antigonish est lancé. Il est impossible, en si peu de temps, de faire l'épreuve concluante d'une méthode qui entrevoit la culture intellectuelle par l'intermédiaire de homarderies et d'autres entreprises qui répondent aux besoins matériels du peuple; cependant les résultats importants obtenus pendant ces quelques années nous ont donné assez de preuves pour nous confirmer dans l'efficacité de notre méthode.

Le but à atteindre sert de stimulant

Du point de vue philosophique, la cause de l'économique comme moyen d'amorce est également solide. Les Scolastiques ont formulé l'axiôme: "Le but vient en premier lieu dans l'ordre de l'intention et en dernier lieu dans l'ordre de l'exécution". Le but concret sert de stimulant. Cette philosophie ne nous indique pas seulement la bonne direction, mais aussi le vrai point de départ; elle coordonne toutes les activités et nous fournit l'énergie requise. Nous trouvons une confirmation évidente de notre thèse dans le domaine économique lui-même. Dans le système actuel, on ne trouve pas souvent de culture intellectuelle chez ceux qui ne jouissent pas de la sécurité économique. Le contraire n'est pas nécessairement vrai. Les personnes cultivées ont, en général, assez de richesses pour se permettre les dépenses et les loisirs nécessaires au développement de leurs aptitudes spirituelles. Les universités, les galeries d'art, les sal-

les de concerts, les bibliothèques, les conférenciers, les précepteurs et les moyens de transport sont à leur disposition. Ils ne sont pas forcés de se coucher tôt après une journée de dur travail. Ils n'ont pas à surveiller si la farine baisse dans la huche. L'homme du peuple n'a pas, lui, cette sécurité économique qui lui permettrait de consacrer de grosses sommes d'argent à des fins culturelles. Il n'a pas les moyens d'organiser une bibliothèque. Pour lui, les radios et les instruments de musique perfectionnés, sont un luxe. Des millions d'entre eux ne sortent jamais de leur pays. Le cinéma est leur meilleur théâtre et, en général, leur contribution au progrès de la culture est négative. La seule chose qu'ils ont eue en abondance depuis quelques années, c'est du temps à perdre. Ce peut être leur salut. Un usage intelligent de ce temps va leur permettre d'explorer le domaine économique dont ils retireront des avantages matériels et, plus tard, des fruits culturels et spirituels.

L'aisance favorise la culture

On déduira peut-être des arguments précédents en faveur d'une initiation économique en vue de la culture, que nous ne concevons pas les études premières comme relevant elles-mêmes de la culture. Cette conclusion serait fausse. Ce serait aussi donner au mot "culture" une signification erronée. La culture est un développement de la personnalité. Elle est l'épanouissement d'une puissance et, de ce fait, elle est synonyme d'éducation. Donc, autant un homme développe ses capacités par les activités économiques, autant il atteint à la culture. C'est la base

sur laquelle il construit, le point de départ vers d'autres horizons.

L'examen du processus mental de l'homme fournit un dernier argument qui nous justifie d'amorcer par le matériel et le concret l'effort vers l'abstrait, le spirituel et la culture. Ce procédé nous paraît en harmonie avec le développement de la pensée humaine elle-même.

La puissance des grandes idées

On ne peut qu'être étonné de la spiritualité et de la subtilité des pensées abstraites, des rêves artistiques et des visions dont est capable l'esprit humain. Ces grandes idées créatrices, en particulier celles des génies, ont inspiré les hommes à travers tous les âges. Quant à leur origine et à l'origine des idées en général, on en a beaucoup discuté même chez les philosophes grecs. L'idéaliste Platon, frappé de la permanence et de l'universalité des idées, ne pouvait pas croire qu'elles fussent extraites des choses transitoires et changeantes qui nous entourent. Ces choses changeantes n'étaient pas la vraie réalité. Pour lui, la réalité se trouvait dans un monde à part, le monde des idées. De quelque façon, c'était de cet autre monde que devaient venir les idées. Son élève Aristote, le grand réaliste, réfuta cette théorie. Il montra, et presque tous les hommes ont adopté son opinion, que l'esprit humain, à sa naissance, est une "*tabula rasa*," une page blanche où rien n'est écrit, et qu'il n'y a rien dans l'esprit humain, même les idées ou les rêves artistiques les plus abstraits, qui n'ait été puisé par les sens matériels dans le monde matériel. "Rien

n'est dans l'intelligence qui n'ait d'abord été dans les sens." L'intelligence humaine, en sa qualité d'agent actif, reçoit des sens ses matériaux et, par un procédé d'abstraction, de dégrossissement, de modelage, elle construit les idées qui permettent à l'esprit d'exercer son raisonnement abstrait.

Si donc il faut expliquer les plus hautes envolées de l'esprit humain par l'arrangement et le modelage d'idées tirées des choses matérielles, on peut aussi espérer que la création d'une société honnête et cultivée s'accomplira de la même manière. Par un sain usage des forces économiques et physiques, on peut bâtir la société parfaite.

Il faut procéder d'une façon réaliste

Toute autre façon de procéder irait à l'encontre de l'ordre naturel. Elle manquerait de réalisme; ce serait bâtir en commençant par le toit sans tenir compte des assises nécessaires. L'éducateur agissant ainsi ressemblerait à un homme qui construit un magnifique édifice couronné par la gloire d'un dôme d'or. La vision de ce dôme hante tellement son imagination qu'il ne peut attendre la construction des fondements et des murs. Il bâtit donc le dôme en premier lieu et l'installe au moyen d'étais temporaires. C'est splendide; il est fier et heureux de le contempler. Mais tout-à-coup il songe qu'il lui faudra continuer son oeuvre, asseoir ses fondements et construire les murs. La tâche est peut-être devenue impossible; en tout cas elle sera difficile. Il élève les murs et place les piliers. Puis, enfin il en vient aux fondements. Alors il se rend compte que, s'il n'at-

teint pas le roc pour établir sur une base solide son dôme d'or, ses magnifiques piliers et ses murs ouvragés, tous ses efforts auront été vains. Déjà même tout se tord et craque et penche. Il commence à creuser. Ce travail dans la boue devient si difficile qu'il ne peut le continuer. Les frais nouveaux sont trop forts pour ses moyens. C'est alors qu'il regrette de n'avoir pas commencé à bâtir par la base.

Cet apologue nous indique comment il faut interpréter la formule où il est dit qu'il faut apprendre au peuple à goûter et à créer; à goûter, afin d'aimer tout ce qu'il y a de vrai, de bon et de beau dans l'héritage du passé; à créer, pour jouir de la valeur de ses propres créations artistiques.

L'homme du peuple a des ressources

L'homme du peuple est en mesure d'assimiler diverses cultures beaucoup mieux que nous ne l'avons cru jusqu'ici. Un éminent éducateur moderne, dans une publication récente (1), attribue de grandes ressources à l'homme du peuple. Il prévoit, par exemple, que le jour n'est pas éloigné où l'homme ordinaire, dans une société libre et démocratique, pourra facilement apprendre les langues modernes et anciennes et jouir des richesses de leurs littératures. Si, à notre sens, le latin et le grec sont des synonymes de la culture ancienne, on pourra mettre même ce trésor à la portée des gens du peuple. L'art, la littérature et la philosophie des anciens leur appartiennent. Tout ce que l'esprit humain a créé depuis lors leur appartient. Mais par-dessus tout, les ri-

(1) **The Higher Learning**, par Robert M. Hutchins.

chesses encore cachées dans leur être leur appartiennent, pour en jouir eux-mêmes et les transmettre à leurs descendants.

C'est la tâche de tous les éducateurs d'aider à l'homme de la rue à apprécier le riche héritage du passé et à s'exprimer lui-même par des oeuvres. Mais il doit d'abord bâtir ses homarderies avant de pouvoir construire son panthéon. Et si nous sommes le moindrement pratiques, nous verrons à ce qu'il ait le moyen d'organiser cette société où l'homme pourra épanouir son âme. Si nous ambitionnons réellement de relever le niveau intellectuel des travailleurs, nous les aiderons d'abord à résoudre le problème économique, afin qu'ils cessent de se tourmenter à propos du pain et qu'ils acquièrent les moyens de goûter à loisir la musique de Brahms. La solution au moins relative du problème économique leur permettra de consacrer temps et énergies aux douceurs plus réjouissantes de l'esprit. Ils auront alors commencé à créer leur propre culture avec leurs propres génies. Si nous aidons le peuple à s'élever à un plus haut niveau de pensée créatrice, n'ayons pas de crainte au sujet des génies. Ils surgiront d'eux-mêmes. Du sein du peuple, élevé à de nouveaux sommets, l'on verra sortir des poètes, des peintres, des musiciens qui exprimeront les vérités neuves et éternelles qui battent dans leurs poitrines. Dans l'humanité, comme dans la nature, les hauts pics ne se dresseront pas du niveau de la plaine mais du sommet des plateaux.

CHAPITRE IX

LA COOPÉRATION DANS NOTRE PLAN DE SOCIÉTÉ

La division de la société en "classes aisées" et en "masses populaires", dans ce livre, est fondée surtout sur la profession et sur les sources de revenu. Font partie des "classes aisées" tous ceux qui retirent dividendes, rentes ou intérêts provenant d'organisations industrielles ou commerciales qu'ils possèdent et qu'ils gèrent. Ce groupe de gens, ainsi que tous ceux qui leur sont étroitement apparentés, constituent la bourgeoisie. Dans la première phase du capitalisme, ce groupe était nombreux: on trouvait partout de petits banquiers, de petits industriels, de petits commerçants. Avec la croissance du capitalisme, il s'est opéré une concentration, sur le plan national d'abord, puis, récemment, sur le plan international: les trusts et les monopoles ne connaissent plus de frontières. En conséquence, un bon nombre de petites gens ont été éliminées des affaires. Très peu d'hommes aujourd'hui sont les propriétaires des grandes entreprises qu'ils dirigent. La majorité d'entre eux — à salaire ou à commission — sont à l'emploi de corporations possédées par le petit nombre.

La propriété fait défaut aux ouvriers

Font partie des "masses populaires", tout d'abord, les travailleurs de l'industrie dans le monde

entier. Ils ne disposent d'aucune propriété, du moins de celle qui implique le contrôle des instruments de la production et de la distribution. Quelques-uns d'entre eux, à force d'épargner, ont réussi à avoir leur maison bien à eux, et parfois même, participent aux dividendes des entreprises qui les emploient, grâce à divers systèmes de partage des profits. Cette participation, à tout prendre, ne constitue ni une propriété véritable ni un contrôle effectif de l'industrie. Les travailleurs industriels sont de simples salariés; ils constituent le prolétariat dont parle la philosophie marxiste.

Le second groupe des masses populaires est constitué par les travailleurs de la terre et de la mer. Leur participation à l'activité économique de la société a toujours été très modeste; cependant, il fut un jour où ils étaient des propriétaires indépendants. Leurs maisons, leurs terres, leurs outils étaient à eux. Ils n'étaient pas, pour employer le langage de la gauche, des prolétaires. Mais l'introduction des méthodes nouvelles et plus scientifiques qui a suivi la révolution industrielle, la multiplication des sociétés d'exploitation agricole sur une grande échelle et l'augmentation de l'affermage ont détruit l'indépendance économique de cette classe ancienne et stable. L'ouvrier agricole sans propriété, le métayer et le fermier forment le contingent agricole de la classe toujours croissante des prolétaires.

Une telle situation ne devrait pas exister. De fait, il ne s'est jamais imposé que les travailleurs de l'industrie, de la terre et de la mer fussent ainsi ré-

duits aux plus humbles fonctions économiques de la société. Eux aussi, ils auraient pu avoir leur part des profits; ils auraient pu, aussi bien que leurs frères plus heureux des classes bourgeoises, présenter au guichet leurs coupons, sans pour cela négliger leur vocation de travailleurs et de producteurs de première main. Cela leur aurait permis de puiser à d'autres sources de richesses et aurait ajouté un supplément aux revenus ordinaires qu'ils retirent de leur besogne quotidienne. La question du salaire ouvrier et celle des prix à payer aux producteurs de matières premières ne seraient pas aujourd'hui si difficiles à résoudre.

L'aisance par la coopération

La coopération économique est le moyen par lequel les masses auraient pu canaliser vers leurs demeures une part de la richesse qui a coulé si abondamment en d'autres directions. Si on l'avait établie dans le passé, les gens du peuple posséderaient aujourd'hui sans doute des institutions qui leur gagneraient des dividendes pendant qu'ils travaillent, qu'ils se récréent ou qu'ils dorment. S'il en était ainsi, les masses cesseraient d'être les masses, — dans le sens où nous employons le mot, — les travailleurs deviendraient de véritables citoyens bénéficiant de toutes nos institutions sociales démocratiques.

Le capitalisme a voulu empêcher cette ascension. Il possède un bon moyen de sauver sa peau: aux mieux doués, il offre la chance de quitter leur humble condition et d'arriver à la direction des institutions qui produisent la richesse. C'est l'idéal mo-

derne du "succès". Jusqu'à ces dernières années, malgré le petit nombre de ceux qui réussissaient à s'évader de la grisaille et de la médiocrité qui caractérisent la vie des masses, l'espoir de monter était cependant assez général pour empêcher les gens du peuple de songer à d'autres moyens d'échapper à leur sort. Cette succion continuelle qui aspirait du sein des masses leurs meilleurs éléments, les privait de leurs chefs naturels et retardait ainsi tout effort efficace en vue de leur réhabilitation économique.

La coopération économique ne promet pas ce genre du succès. Elle n'est pas un instrument qui permette aux masses populaires de tirer tribut des autres hommes. Ce n'est pas non plus un moyen de se partager le bien que d'autres ont amassé. C'est une méthode d'affaires qui permet à chacun de ses membres de retirer un profit proportionné à son rendement. C'est l'instrument d'une société organique où les biens et les services sont produits en vue de l'usage et non du profit. Son application universelle ferait sauter ce barrage qui empêche les produits d'arriver jusqu'à ceux qui en ont besoin. Elle mettrait fin à cette anomalie paradoxale, due au nombre des profiteurs intermédiaires, d'une capacité de production presque infinie et d'une distribution impuissante à fournir à tous le nécessaire.

Il n'en était pas ainsi autrefois, avant le capitalisme et ses monopoles. Si un homme désirait des choux ou des pommes de terre, il en cultivait lui-même. Son travail et le temps qu'il y mettait pouvaient valoir plus que la chose produite, mais il n'y

regardait pas de si près. Aujourd'hui, on prétend que ça ne paie pas de cultiver des choux quand on peut les acheter à cinq sous pièce, ni des pommes de terre alors que le marché en est inondé. Mais si je n'ai pas le cinq sous pour payer mon chou ou le peu qu'il faut pour me procurer mes pommes de terre! Je ne prétends pas que chacun doive cultiver des choux et des pommes de terre parce qu'il en a besoin. Je ne veux pas nier, non plus, les avantages qu'offrent la division du travail et la production en masse, ou encore la valeur de notre système monétaire. Ce que je veux mettre en lumière, c'est que le système actuel ne fonctionne pas bien justement parce qu'il lui manque un rouage essentiel. La coopération peut remédier à ce défaut. Grâce à elle, sans avoir à produire par soi-même tout ce dont il a besoin pour vivre, l'homme est à l'abri des profiteurs. Il peut s'assurer, quel qu'en soit le prix, tous les biens et les services nécessaires à la vie humaine.

La coopération crée le pouvoir d'achat

La coopération peut rendre à la société économique un service dont elle a aujourd'hui le plus grand besoin. Il est généralement reconnu que si l'on pouvait rendre aux masses populaires leur pouvoir d'achat, la machine économique serait de nouveau en état de fonctionner. Deux choses nous tireront de l'impasse actuelle: l'abaissement du coût des produits et l'élévation du niveau des salaires. Telle est l'opinion des économistes et des hommes d'affaires les plus réputés de l'Amérique du Nord. Or c'est justement ce que donne la coopération. Grâce aux

coopératives de consommation, aux caisses populaires, aux industries nationalisées, — ce qui est une forme de coopération obligatoire, — le coût des produits et des services est abaissé à un juste niveau; d'autre part, les coopératives de vente, les unions ouvrières et les assurances sociales élèvent les revenus.

Et ceci, la coopération peut le faire doucement, sans révolution. Elle n'interrompt pas le cours actuel des choses. On les prend comme elles sont, on substitue lentement du neuf au vieux sans arrêter la vie normale. Cela est au pouvoir de l'homme. Il le démontre chaque jour dans le domaine technique. Ainsi a-t-on réussi, à la grande gare centrale de New-York, ce prodige du génie, de changer cent milles de voie ferrée sans arrêter un seul train. Il est possible, au moyen de l'activité économique collective, de réaliser la même chose dans le domaine de l'économique et du social.

Il y a une école qui tient que les coopératives pourraient suffire à tout, que nous pourrions avoir une démocratie fondée uniquement sur la coopération; parce que, disent-ils, tout ce qui peut être accompli par un individu peut l'être aussi par des groupes si ceux-ci savent jouer leur rôle. Personne ne niera que cela soit possible; mais il est improbable qu'en Amérique du Nord, où la coopération joue un rôle encore si effacé, nous puissions compter sur une réalisation intégrale du système. Cela n'est d'ailleurs pas nécessaire. En Suède, les coopératives ne font que douze pour cent des affaires; cependant, elles

influencent toute l'économie du pays et leur volonté fait loi. De même, il n'est pas besoin que les classes populaires contrôlent un chiffre d'affaires bien considérable pour qu'elles possèdent dans une mesure suffisante leur indépendance économique. Les coopératives sont les seules compagnies au monde où ne vaut pas la vieille règle qui exige la propriété de 51% du capital pour pouvoir exercer un contrôle.

La coopération refait l'homme et le libère

La coopération donnera aux gens du peuple une certaine indépendance économique, mais elle va leur rendre un service encore bien plus grand. Elle va les rendre capables de manoeuvrer efficacement les autres forces qui devraient jouer dans une société démocratique. L'entraînement que va recevoir son esprit par la réalisation de ce programme le rendra en même temps digne de la société nouvelle ainsi créée. Son activité intellectuelle en sera stimulée; d'où une plus grande attention aux affaires civiques. La coopération refait l'homme en même temps qu'elle le libère: quoi de plus important aujourd'hui? La civilisation occidentale est fondée sur deux idées jumelles: le droit de propriété privée et la faculté assurée à chacun d'exercer sa liberté et son initiative personnelle. Or, à force d'insister sur ces choses, on a failli les détruire entièrement. Notre système économique fondé sur la propriété privée a presque complètement enlevé aux masses populaires toute véritable propriété; il a produit ainsi des millions de prolétaires. De même, quelques centaines de mille individus sans scrupules ont enlevé au reste d'entre

nous l'initiative personnelle. La mécanisation de l'industrie a fait disparaître toute possibilité pour l'ouvrier d'exprimer sa valeur individuelle et d'exercer son initiative. Il est impossible à l'homme qui travaille huit heures par jour dans une industrie "taylorisée", de faire valoir ses talents. Il n'a qu'un petit geste à faire et, à force de le répéter, il devient un simple automate. La division du travail et la spécialisation sont nécessaires et resteront probablement des caractères permanents de l'industrie moderne. Il faut donc trouver, pour restaurer la personnalité, quelque autre activité qui donne la chance de s'exprimer. Les ouvriers modernes, blasés par l'éternel roulement de la tâche quotidienne, pourront consacrer leur intelligence et leurs loisirs à la création et au gouvernement d'entreprises coopératives.

Action politique sensée

Une fois réintégrés parfaitement, grâce à la coopération, dans leur rôle de citoyens, les gens du peuple peuvent prendre part à deux genres d'activités sociales qui s'ensuivent logiquement. Le premier est l'action politique sensée. La neutralité politique est un des principes fondamentaux des coopératives. Mais cela ne veut pas dire que les membres des coopératives, à titre de particuliers, soient moins intéressés aux affaires de l'État. Au contraire, l'expérience des affaires qu'ils acquièrent dans l'administration de leurs organisations économiques ne peut que leur donner une attitude plus réaliste en politique. Il y avait peut-être une grande sagesse dans la

vieille loi anglaise qui ne reconnaissait le droit de vote qu'à ceux qui possédaient quelque propriété. On ne peut s'attendre à ce que le citoyen qui ne possède aucune propriété personnelle manifeste pour les affaires publiques un intérêt aussi éclairé que ceux qui possèdent ou dirigent nos institutions économiques. C'est dans le contrôle économique que réside le pouvoir politique. Et parce que les petites gens n'ont plus part dans la gestion des affaires économiques, ils en sont venus à considérer le gouvernement comme une institution qui ne les concerne pas. C'est de cet état d'esprit que proviennent les maux de notre système politique.

Tout d'abord, le choix des candidats est souvent celui des hommes d'affaires et de leurs amis. Une fois que la machine du parti a choisi ses candidats, le peuple est invité à voter pour eux. La tendance des candidats est de représenter les intérêts qui les ont élevés sur le pavois. Ils n'ont reçu aucun véritable mandat du peuple et sont portés, en conséquence, à considérer la vie politique comme une carrière privée. En second lieu, la légèreté d'esprit avec laquelle les gens du peuple s'acquittent de leurs devoirs de citoyens se voit dans la façon insouciante avec laquelle ils laissent couler à flots, en périodes électorales surtout, d'énormes sommes de l'argent public. Elle apparaît encore dans la manière dont il faut cabaler les citoyens et même les mener en taxis aux bureaux de votation; elle se manifeste enfin par le fait que les esprits ne sont occupés, en temps d'élections, que de leurs mesquins intérêts person-

nels au détriment des véritables intérêts du pays. Ajoutez à cela le système inique du patronage qui récompense les fidèles partisans. De même, à cause du manque de responsabilité et des tendances anti-sociales de ceux qui n'ont point de citoyenneté économique, les bons hommes sont souvent détournés de la vie publique. Si tous ces maux, aujourd'hui, sont inhérents à notre régime politique, c'est que les masses populaires, dans nos modernes démocraties, ne sont pas immédiatement intéressées aux affaires. Aujourd'hui, dans plusieurs villes du Canada et des États-Unis, où la majorité est faite de simples salariés, les affaires publiques sont aux mains d'organisations politiques anti-sociales. Il n'y a pas assez d'orateurs et d'éducateurs dans l'Amérique du Nord pour remédier à cette situation, à moins que ceux à qui ils prêchent les vertus civiques n'acquièrent le sens de la responsabilité grâce à la propriété personnelle.

Les leçons de l'Angleterre

La différence qui existe entre le simple ouvrier et le salarié intéressé dans les coopératives apparaîtra mieux si nous jetons les yeux sur les pays où la coopération est déjà bien établie. Un des exemples les plus frappants du développement coopératif est celui qui s'est produit dans la ville de Londres. Dans cette ville, on compte deux grandes coopératives: la "Royal Arsenal" avec 400,000 membres et la "London Cooperative Society" avec 679,730 membres. Leur chiffre d'affaires annuel s'élève à trente-six millions de livres. Leurs activités coopératives de

consommation comprennent de grands magasins à rayons dans les grands quartiers commerciaux, des épiceries, des magasins de vêtements, de chaussures, de mercerie, de confection et de meubles. Dans le domaine de la production, elles possèrent et gèrent des entrepôts d'épicerie, des boulangeries, des laiteries, des buanderies, des confiseries, des cordonneries et des ateliers de couture; elles s'occupent aussi de frais funéraires et de monuments funèbres. Elles possèdent encore de grandes maisons de rapport. Les propriétaires de ces organisations immenses sont de petites gens, comme ceux de nos villes américaines, mais en plus de leur besogne quotidienne, ils trouvent le temps de s'occuper d'affaires. Ils acquièrent par là un nouveau sens de responsabilité civique. Ils doivent, pour défendre leurs institutions économiques, voir à ce que le gouvernement soit juste et honnête. Ainsi, la coopération leur donne ce qui est la base nécessaire de tout vrai gouvernement responsable. De même, si nos gens possédaient leurs propres institutions économiques, ils commenceraient à jouer, dans les affaires politiques, le rôle qu'ils ont été incapables de jouer jusqu'ici.

Nationalisation de quelques industries

La nationalisation de certaines industries est un autre moyen pour le peuple d'établir une démocratie économique. Le bien public réclame la main-mise de l'État sur les industries qui ne peuvent être laissées, sans risques d'abus, aux mains des particuliers. C'est en général le cas des utilités publiques. Au Canada, nous sommes déjà assez avancés dans cette

voie. Nous avons nationalisé la voirie, l'éducation, les postes, une partie des chemins de fer et quelques autres utilités. Il n'y a pas à s'effrayer des mots; pourtant quelques bonnes gens sont assez sensibles sur ce point et les hommes d'affaires sont prêts à crier au "socialisme" à la moindre mention de propriété d'état. L'empressement avec lequel ces hommes prudents ont passé au contribuable canadien les chemins de fer qui ne paient pas, fait douter toutefois du sérieux de leur opposition. L'impuissance des patrons à pourvoir au sort de leurs ouvriers dans les temps de crise et leur empressement à les remettre à la tutelle de l'État par les secours directs, forcent aujourd'hui à recourir à quelque forme de socialisme. Le contribuable canadien ne peut ainsi payer les dépenses à l'infini. S'il est forcé de le faire, il peut logiquement réclamer que l'État s'empare de quelques industries payantes pour aider à porter le fardeau.

Jusqu'où doit aller la nationalisation? Rien ne le détermine. Disons cependant qu'elle devra se restreindre au minimum possible. L'une de ces entreprises à nationaliser est certainement le service de la production et de la distribution de l'électricté. Au Canada, nous sommes déjà entrés dans ce domaine avec succès. L'électricité est aussi nécessaire à la vie moderne que l'eau dans le robinet ou que les routes sur lesquels roulent nos autos. Rien ne serait un aussi grand facteur de progrès, dans l'Est du Canada, que la nationalisation complète du pouvoir électrique. Actuellement, les compagnies particuliè-

res possèdent et distribuent le pouvoir électrique dans les grands centres. Pour ce qui est de la population clairsemée des campagnes, elle n'a pas l'électricité, ou bien elle ne peut l'obtenir des compagnies privées ou publiques qu'à des taux nécessairement élevés. La nationalisation complète de ce service, avec un zônage rationnel, permettrait d'opérer l'équilibre entre les districts urbains et les campagnes, et tout le monde pourrait obtenir du pouvoir à des taux beaucoup plus bas.

On peut considérer la coopération économique comme un instrument de contrôle des affaires privées. Même dans les meilleures conditions possibles, il n'est pas probable qu'une très grande proportion des affaires dans l'Amérique du Nord passent aux mains des coopératives d'ici à longtemps. Cela signifie que le règne des entreprises privées n'est pas près de finir; et peut-être n'est-il pas mal qu'une bonne partie des affaires reste aux mains des particuliers. Il leur faut tout de même un contrôle; le monde des affaires doit se discipliner par lui-même ou être réglé par le dehors. Plus cette discipline sera automatique, plus le contrôle sera opéré par des forces internes, le mieux ce sera. Autrefois, on comptait sur la concurrence pour obtenir ce résultat, mais la concurrence est morte et la dictature économique l'a remplacée. D'où le besoin d'un contrôle extérieur, comme la coopération. Celle-çi va faire disparaître un bon nombre des pratiques malhonnêtes, déguisées et cachées avec soin, que la dictature économique a introduites dans les affaires. Anciennement, quand les

roues du char à boeufs se mettaient à grincer, on ajoutait à l'essieu des rondelles de cuir ou de métal. Le monde moderne des affaires s'y prend de la même manière. Pour empêcher que le grincement de roues de la machine économique attire trop l'attention, les capitalistes ont eu recours au procédé des rondelles, sous la forme des sociétés de gestion (holding companies). Cette pratique anti-sociale doit disparaître, comme aussi celles du mouillage du capital, du cumul des directorats, de la manipulation du marché, de la fixation artificielle des prix et tous ces mécanismes ingénieux que l'homme moderne a inventés pour soutirer plus facilement l'argent des gens sans défiance. Ces abus ne seront plus tolérés, une fois que les gens du peuple, éclairés par l'éducation et par l'action coopérative, auront l'oeil ouvert sur ceux qui dirigent les affaires du pays. Ainsi qu'on l'a déjà noté, il suffit qu'une petite proportion des affaires soit faite coopérativement pour faire échec aux pratiques malsaines des monopoles. Les Suédois, qui ne contrôlent qu'une faible partie de l'économie de leur pays, n'ont jamais passé de lois contre les trusts, et cependant, on sait partout que leurs coopératives ont maté les trusts. Ce sont les prix exorbitants des monopoles qui ont poussé les petites gens à faire leurs affaires eux-mêmes. Ils ont maintenant montré comment les coopératives peuvent imposer un nouveau contrôle aux monopoles par l'établissement du juste prix. L'histoire de la grande coopérative de Luma, en Suède, qui a abaissé le prix des ampoules électriques de 33 sous à 21 sous, a eu

des répercussions non seulement dans les pays scandinaves mais dans le monde entier. Elle prouve éloquemment que la coopération peut déterminer un prix juste et honnête.

Les coopératives au secours des unions ouvrières

L'établissement des coopératives va aussi donner une nouvelle efficacité aux syndicats ouvriers. Ceux-ci seront en meilleur position pour discuter avec les capitaines d'industries. La coopération facilitera l'action professionnelle collective dans les industries qui resteront propriété privée. Elle rendra possible et aisée la démocratisation de l'industrie: ce qui implique le partage des profits et de la direction et la rationalisation de l'industrie sur une grande échelle et même sur un plan national.

La coopération offre aux gens du peuple plus que la chance de partager les profits et la direction avec les propriétaires d'entreprises privées: elle leur laisse ouverte la porte par laquelle ils peuvent entrer en affaires pour leur propre compte. Elle écarte des masses populaires les effets pernicieux qui pourraient facilement résulter de l'organisation syndicale. En effet, si les contrats de travail entre ouvriers et patrons, tels qu'ils sont préconisés par les promoteurs du "corporatisme", étaient trop rigidement appliqués et prenaient une stricte valeur juridique, les capitalistes y trouveraient leur retranchement le plus sûr; on en resterait au statu quo et au régime des castes. La coopération, elle, évite cet inconvénient. On comprendra mieux par un exemple. En 1930, nous avons organisé les pêcheurs de l'Est du

Canada dans le but d'améliorer leur condition économique et sociale. Nous avons commencé par les pêcheurs de homard. Il y avait deux moyens de s'y prendre. Nous aurions pu organiser les pêcheurs en une union ou syndicat, comme diraient les corporatistes, et les distributeurs en un autre syndicat. Nous aurions pu ensuite les faire rencontrer pour discuter de la question des salaires, des conditions de travail et d'autres points concernant l'industrie. Mais nous avons préféré ne pas agir ainsi. Nous avons plutôt invité les pêcheurs de homard à prendre eux-mêmes en main la manipulation complète du produit. Le résultat a prouvé que la solution coopérative était la meilleure. Il a montré que les fabriques privées de mise en conserve ne sont pas nécessaires à l'industrie; que les pêcheurs eux-mêmes peuvent mener leur affaire avec succès et qu'il est bon pour eux et pour la société qu'il en soit ainsi. Voici donc un cas où la coopération est nettement supérieure aux organisations de nature corporative. Il est bien évident que la coopération ne pourrait s'introduire prochainement dans certaines industries, comme celle des objets de luxe, ou encore celles des industries lourdes, qui réclament des mises de fonds considérables. Soyons contents, pour le moment du moins, de les laisser aux mains des particuliers. Ce qui ne doit pas empêcher les gens du peuple d'organiser des coopératives dans tous les domaines qui s'y prêtent.

Influence sur les organes d'opinion

Ces trois formes d'action sociale: la coopération économique, l'action politique éclairée et la natio-

nalisation de certaines industries, conduisent logiquement au contrôle des instruments d'ordre culturel et spirituel dont se servent certains individus ou groupes puissants pour façonner à leur goût la société où nous vivons. La radio et la presse, par exemple, peuvent subir l'influence des masses populaires et être utilisées à leur avantage plutôt qu'à leur détriment. Le prestige qui découle de la possession et du développement des entreprises coopératives, exercera un frein salutaire sur ceux qui dirigent actuellement le pouvoir de la presse et des autres médiums d'idées. A mesure que les gens du peuple accroîtront leur puissance économique et leur contrôle des affaires, ils pourront se créer leurs propres organes d'opinion et seront en mesure de plaider leur propre cause. Ils pourront ainsi jouer un rôle plus considérable dans la création d'une nouvelle société démocratique.

La démocratie génératrice d'énergie

La formule démocratique fondée sur la coopération est scientifique. Elle est une application de la méthode inductive. Son but est clair; les forces qui servent de moyens à la fin sont connues. Elle ne pèche pas par excès de rigidité, mais laisse du jeu à l'évolution naturelle de la société et aux effets imprévus des inventions et des découvertes. Elle laisse à l'intelligence collective du peuple les décisions à prendre en vue des développements futurs. Elle accomplit sans tarder les tâches possibles qui s'imposent et elle va de l'avant avec la certitude que, si l'on continue ainsi à opérer des redressements, à la fin

tous les problèmes du peuple seront résolus. C'est là un procédé démocratique, parce qu'il engendre lui-même son énergie à mesure qu'il avance. De plus, la formule coopérative possède l'importante qualité que requiert tout plan d'organisation sociale: celle d'être facilement applicable. La véritable et saine formule démocratique sociale doit être telle que tout le peuple, y compris les pauvres et les moins doués, puissent participer à la rénovation de la société. Elle doit permettre à chacun de frapper son coup. La somme de tous ces petits coups portés par les coopérateurs constitue une force suffisante pour ériger la structure de la nouvelle société. Les gens du peuple n'ont pas besoin d'attendre un surhomme; par l'union des forces, ils peuvent accomplir eux-mêmes cette tâche qui peut leur paraître surhumaine. En devenant maîtres de leur propre situation économique par la coopération, ils deviennent forts et résistants. Ils sont inoculés contre toute révolution, parce que personne ne se révolte contre soi-même et les dictatures de droite ou de gauche rencontrent en eux une puissante résistance.

La confusion des langues

Un contraste frappant se manifeste entre la manière démocratique que réalise la coopération et les plans proposés par tous ces théoriciens qui disent ce qu'il faudrait faire, sans se mettre en peine d'indiquer de quelle façon on pourrait mettre leurs plans en pratique. La radio, la tribune et la presse laissent pleuvoir des flots de bons conseils et de vagues généralités. Le monde est littéralement inondé de suggestions et le pauvre peuple n'y voit plus goutte. Et

pourtant, il faut bien commencer quelque part. Une formule sociale se recommande surtout par son applicabilité. Il y a du danger à se contenter de faire des discours au peuple. Peut-être est-il déjà plus tard que nous ne le pensons; et si rien n'est fait pour faire disparaître les difficultés économiques présentes, nous pourrions peut-être bientôt n'avoir plus le privilège même de parler! La persistance à proposer des plans que le peuple ne peut réaliser par lui-même est une incitation à la dictature. Car si le peuple ne peut pas exécuter lui-même les plans qu'on lui propose, il faut bien qu'un dictateur les réalise pour eux, si jamais la chose doit se faire.

Il y a deux attitudes qui sont passionnément opposées à la formule démocratique développée dans ce chapitre. L'une, dont nous aurons à reparler dans un chapitre subséquent, est celle des capitalistes. L'autre est celle des gens qui ont embrassé les idées révolutionnaires. Ceux-ci, souvent forcés de vivre dans des conditions sociales et économiques qui leur font une vie à peine préférable à l'esclavage, ne peuvent accepter la lenteur que comporte un programme démocratique d'évolution. Ils sont même plus opposés à ces théories mitoyennes qu'au capitalisme lui-même. Ils n'éprouvent que du mépris pour ces "poules mouillées" qui prônent des plans dignes de vieilles femmes. Pour eux, c'est la manière rapide, forte et sanglante de la révolution prolétarienne: car, c'est le peuple qui souffre et seul il a des motifs suffisants pour accomplir une révolution par la violence. C'est la formule marxiste. Elle

est nette, concrète et les esprits les plus simples la peuvent saisir.

Le défi de la gauche

La formule marxiste est captivante. La rapidité d'un coup de force séduit les ouvriers, habitués à la force physique. L'attitude révolutionnaire plaît à la nature humaine. L'homme ne commence à raisonner que lorsqu'il est trop paresseux ou trop ignorant pour se tirer d'une situation ennuyeuse. Penser est difficile; et surtout, l'effort continu que requiert la réalisation d'un programme qui comporte l'application des forces les plus puissantes et en même temps les plus subtiles, comme sont les forces économiques, sociales, politiques, culturelles et spirituelles, est encore plus difficile. La révolution paraît la manière facile de résoudre le problème social. Mais c'est une utopie et une grossière illusion de croire qu'elle peut obtenir ce résultat. La méthode révolutionnaire n'est pas scientifique, parce qu'elle veut employer la force physique à l'accomplissement d'une tâche à laquelle elle est totalement inapte. Le radical qui prône la force pour refaire la société est dans une profonde erreur. La force n'a pas la précision nécessaire. Il faut autant de précision dans l'architecture sociale qu'il en faut pour construire un édifice. Il ne suffit pas de construire un pont de 999 pieds de long pour traverser une rivière qui a 1,000 de large. Il peut paraître assez long à l'oeil; mais le construire ainsi, ce serait aller à un désastre. Lorsqu'il s'agit de rebâtir la société, il est vrai que nous ne pouvons pas prétendre arriver à la préécision mathématique; cepen-

dant il s'agit d'une tâche délicate, puisqu'elle implique la destinée temporelle et éternelle de l'homme; il n'y a pas de place ici pour l'à peu près et pour le calcul imprécis.

Le socialisme révolutionnaire ou le communisme considère comme admis que l'homme, dans son évolution sociale, peut sauter des degrés intermédiaires. C'est l'erreur fondamentale de la révolution. Evidemment, les hommes, puisqu'ils sont les héritiers de tous les âges du passé, peuvent partir du point où les générations qui ont précédé sont parvenues dans le développement scientifique et technique. Mais l'homme est limité par sa nature et par la nature du milieu et il lui est impossible de faire aller les choses plus vite que la nature ne le permet. On ne fait pas éclore un poulet plus tôt en mettant deux poules sur le nid.

La minorité énergique et fougueuse de citoyens canadiens qui font tout en leur pouvoir pour amener, selon leur doctrine, "la révolution inévitable", base sa formule sociale sur une contradiction. Il est illogique pour eux de croire que les gens du peuple qui, dans leur opinion, sont incapables de cet effort dur, soutenu, que demande la réalisation de choses claires, faisables et qui ne vont pas à l'encontre de la loi, vont devenir, pour avoir goûté au sang, des êtres qui pourront détruire la société et la rebâtir ensuite. D'où leur viendraient cette nouvelle intelligence, cette nouvelle sagesse et le pouvoir de défaire des mondes et d'en refaire un nouveau?

Le peuple reprendra la maîtrise du monde

Nos gens dans la démocratie moderne n'ont plus guère de liberté sous la dictature de la haute finance. Mais il leur en reste assez pour renverser les obstacles vers la liberté qu'ils désirent, si seulement ils peuvent réveiller l'esprit combatif que les révolutionnaires leur attribuent en théorie. Si je connais bien les Canadiens, je puis dire que, même s'ils disposaient d'une armée puissante, ils ne tireraient pas un seul coup de feu pour résoudre la question sociale; ils préféreraient la solution scientifique et intellectuelle. Il est dans le caractère de nos compatriotes de tracer leur chemin à la lumière de la pensée. Il y a plus de gloire, plus de dignité et plus de plaisir à vaincre dans une bataille de l'esprit. Ainsi l'argument en faveur d'une révolution sanglante perd toute sa force, parce que la révolution intellectuelle peut parvenir au même but. Il est faux que la solution marxiste soit inévitable; c'est une de ces assertions catégoriques qui ne correspondent pas à la réalité. Une action intelligente des individus et des groupes rendra aux masses populaires la maîtrise du monde. La formule démocratique, dont la coopération économique forme un élément vital, est adéquate. Elle s'empare du cri de guerre marxiste, le retourne et dit: "Debout, ouvriers de la terre! Rien ne vous oblige à rester des prolétaires".

CHAPITRE X

COOPÉRATION ET RELIGION

Les tisserands de Rochdale, en Angleterre, vers les 1840, étaient des hommes de sens. Simples ouvriers, sans éducation collégiale, ils ont été assez intelligents pour donner à l'humanité une institution qui a résisté à l'épreuve du temps. L'Angleterre peut se vanter de plus que de Shakespeare. Elle peut être fière de ses pionniers de Rochdale qui ont été à la fois les écrivains, les metteurs en scène et les interprètes d'un drame dont la célébrité augmente à mesure que les hommes ressentent davantage le besoin d'un menu substantiel. Les principes qu'ils ont élaborés ne souffrent aucune retouche, pas plus que les vers du grand tragique. Ils demeurent essentiellement ce qu'ils étaient lorsqu'on a ouvert la petite boutique de "Toad Lane", il y a près de cent ans, et que la "première" de la coopération fut sifflée par un auditoire hostile. L'auditoire est devenu plus sympathique à mesure qu'il a mieux compris l'oeuvre de ces pionniers.

Neutralité en matière de religion

La coopération doit être neutre en matière de religion. Ce principe fondamental, les pionniers l'ont admis résolument et c'est avec vigueur qu'ils l'ont défendu. Nous en apprécions d'autant plus la valeur, aujourd'hui, que la nécessité nous l'impose. La coopération, en effet, a franchi les limites de la

Grande-Bretagne et les cadres de ses différentes sectes. Elle atteint un vaste monde qui possède des formes innombrables de cultes et de systèmes religieux. Elle est pratiquée par des gens dont les uns croient en un Dieu, les autres en plusieurs, d'autres en aucun. Pour trouver un terrain d'entente en coopération, toutes ces gens doivent omettre les questions qui les divisent. Ils doivent faire l'union contre l'ennemi commun. Cette union sera fondée sur la droite raison, qui est la norme de toutes les activités de la société humaine. Elle constitue une base d'entente positive et indiscutable.

Cependant, du fait que le succès de la coopération s'oppose à tout esprit de secte, il ne s'ensuit pas que la coopération et la religion n'aient entre elles aucune relation. La coopération requiert la religion, et celle-ci la coopération. Ce n'est pas en faisant abstraction d'idées religieuses vieilles de trois mille ans que les pionniers de Rochdale sont devenus des coopérateurs. Eux et les principes qu'ils nous ont légués n'étaient pas le fruit de leur génération seulement. Comme nous-mêmes, ils ont puisé dans le passé, sciemment ou non. Comme eux, nous ne pouvons négliger aucune force qui puisse aider à bâtir un monde meilleur. Il serait sot de le faire: ce serait vouloir faire du béton sans sable.

La coopération est apparentée à la religion

Le rejet de tout sectarisme, tel que l'exige le coopératisme de Rochdale, ne doit pas s'entendre comme un veto opposé à la religion dans la coopération. Nous n'aurions pas raison de laisser croire

que la coopération est hostile à quelque credo que ce soit, ou que les coopérateurs, comme tels, font peu de cas de la religion. A vrai dire, la coopération réclame plus de religion, et non moins. Il y faut de la charité et de la justice, — vertus qui ont leur origine dans la religion, — pour éviter le fanatisme. Malheureusement, une bonne part de bigoterie se mêle toujours aux affaires des hommes. Il n'y a peut-être pas de plus grand danger pour la coopération que cet excès. Le danger ne vient pas surtout des membres eux-mêmes: les hommes réussissent à surmonter la rancoeur des vieux préjugés religieux, quand on fournit à leur pensée et à leur travail une autre matière importante. Mais les adversaires de la coopération voudraient diviser les forces pour régner; et l'un des moyens les plus efficaces de rompre la paix et l'union, c'est d'attiser le fanatisme religieux. On opposerait alors secte à secte, croyance à croyance, pour empêcher ainsi le progrès de la coopération. Tenons-nous sur nos gardes et employons toutes les énergies de la charité à prévenir cette menace.

La coopération est simplement une bonne méthode d'affaires

On ne peut pas parler d'une coopération catholique, ou protestante, ou bouddhiste, ou mahométante ou shintoïste ou juive, pas plus qu'on ne peut imaginer une chimie janséniste ou des mathématiques luthériennes. La vérité naturelle est hors des coteries religieuses et à la disposition de tous. La coopération en soi est simplement une bonne chose. C'est un corps de vérités naturelles acquises par les lu-

mières de la raison. Même appliquée par des gens sans religion, elle produirait, dans l'état actuel des choses, — qui est économiquement très mauvais, — d'excellents résultats: car l'économie actuelle est dépourvue de charité et de justice, et le coopérateur considère ces vertus comme essentielles. Mais cette qualité même est un danger pour elle. Elle est si pleine de promesses, si profondément marquée de justice et de charité, que certains pourraient vouloir en faire une religion. Et nous aurions ainsi côte à côte, au musée de notre siècle, ces deux monstres: l'état totalitaire et l'économie totalitaire. Ceci serait pire encore que d'en faire le pavois d'une secte décadente.

Il faut des hommes droits et des hommes libres

Ceux qui veulent se consacrer sans réserve à la coopération ont besoin de tout le secours et de toute l'énergie que les hommes qui se sont voués au service de Dieu et de l'humanité peuvent leur donner. La coopération, en effet, n'est pas si avancée dans le monde, même dans les pays les plus progressifs, qu'elle puisse compter sur ses seules forces. Le mouvement de reconstruction de la société est encore en devenir. Nous en sommes encore à rouler la grosse pierre au haut de la côte. Si nous lâchons le moindrement au cours de l'ascension, elle ira s'écraser dans le fond du ravin. Nous ne pourrons être sûrs de nous-mêmes que lorsque nous l'aurons fixée solidement au sommet du plateau. Cela requiert toute l'énergie et toute l'habileté qu'il sera possible de mobiliser. Pour donner l'élan nécessaire à l'accomplis-

sement de cette tâche, il faudra quelque chose de plus que de légers succès coopératifs: il faudra l'ardeur éclairée que donne l'éducation, et l'esprit de sacrifice qui naît des convictions religieuses. Le matérialisme ou les succès d'ordre économique ne peuvent étoffer longtemps un effort dur et soutenu. Le travailleur doit se rafraîchir aux sources vives de l'autel. Il n'y a qu'un idéal spirituel qui puisse donner un élan soutenu pour la lutte.

La religion vivifie et tonifie

La religion n'est pas un narcotique. Elle est une nourriture et un breuvage. Elle est plus vivifiante et plus tonifiante que le clair brouet de la philosophie matérialiste. Elle stimule davantage, et la coopération requiert un stimulant continuel. Sans cela, les hommes épaississent, deviennent paresseux et insouciants, victimes faciles pour les tripoteurs et les charlatans qui seraient heureux d'employer nos organisations coopératives pour atteindre à leurs fins indignes. La religion ne permet pas à l'homme de se contenter de petits succès; elle l'aiguillonne par cette impatience divine qui pousse l'homme de l'avant vers des hauteurs plus sublimes et plus nobles et plus rassasiantes pour l'âme. "La soif qui vient de l'âme veut un breuvage divin." C'est trahir la confiance des hommes que de les engager à se contenter de moins que le bien suprême. C'est, en partie, le péché de notre temps. Nous avons oublié les biens spirituels pour ne penser qu'aux biens matériels. La grande réalisation des temps nouveaux sera de restaurer le spirituel en réduisant le matériel à son rôle, celui de moyen vers une fin plus haute.

La religion a besoin de la coopération

Mais, si la coopération a besoin de la religion, la réciproque aussi est vraie: la religion a besoin de la coopération. Celle-ci est l'expression de la religion dans l'ordre économique. C'est un moyen de salut qu'il n'est pas permis aux chefs religieux d'ignorer. C'est une chose naturellement bonne, qui doit servir à perfectionner la créature imparfaite qu'est l'homme. L'Église chrétienne a embrassé la philosophie du payen Aristote, non parce qu'elle était chrétienne, mais parce qu'elle était de la philosophie. De la même façon, les hommes religieux vont adopter la coopération, non parce qu'elle est religieuse en soi, mais parce qu'elle est vérité. L'homme religieux emploiera tout ce qu'il y a de bon dans la création divine à promouvoir la cause de l'humanité et à sauver les âmes. Il cessera de parler d'introduire la religion dans la coopération, et se hâtera d'introduire la religion dans les coopérateurs. Il sera assez imprégné de charité, d'honnêteté, et de courage pour entreprendre de changer un régime économique tellement cruel, dur et impitoyable qu'il pèche contre presque tous les principes de la morale. Il va rompre avec un système vicieux pour se rallier à un système nouveau qui vaut mieux que tout ce que nous avons eu jusqu'ici. S'il est vraiment religieux, il doit approuver sans tarder ce qui est foncièrement bon, et cette approbation doit se traduire par l'acceptation immédiate. Il doit être homme de coeur et homme de devoir et n'avoir pas peur de proclamer la vérité. Il donnera volontiers son concours pour travailler à resserrer sur le capitalisme la contrainte

de liens restricteurs, jusqu'à ce que celui-ci ait réappris, par le bon exemple donné par la coopération, la formule trop oubliée que "l'honnêteté en affaires est la meilleure des politiques" et que les vieilles vertus de justice et de charité sont essentielles au bien-être économique et social. Il ne saurait être question de compromis en matière économique pour le chef qui se targue d'être religieux. Il doit être un héros s'il veut demeurer un chef.

La question économique a un aspect religieux

On ne saurait nier que la question économique revêt de nos jours un aspect religieux particulier. En fait, c'est le grand problème religieux moderne. Car, s'il n'est pas résolu, ce problème met en péril l'existence même de la liberté, de la culture et de la religion. Le problème économique touche de près à la religion, parce qu'il implique la question des relations entre hommes: relations de l'employeur et de l'employé, relations du producteur, du distributeur et du consommateur, relations des individus et de l'État. Il y a là plus qu'une question d'offre et de demande, plus qu'une question de vivres, d'habillement et de couvert. C'est un problème fondamental à la vie même de l'homme, car l'activité économique est intimement liée à l'activité spirituelle. En effet, elle fait sentir son influence en tout et partout; toucher à l'économique pour l'affaiblir, c'est en même temps miner la vie spirituelle. La pauvreté n'est pas toujours sainte; elle est bien plus souvent une occasion prochaine de péché.

Il existe un vieux principe théologique au sujet

de l'occasion prochaine de péché qui, à ce point de vue, a pour nous une profonde signification sociale. Simple vérité fondamentale et de bon sens élémentaire, ce principe, admis de tous les esprits droits, énonce que celui-là ne veut pas vraiment son bien spirituel, qui demeure délibérément dans une occasion prochaine de péché. Qui aime le péril périra. Les gens élevés dans l'ambiance des tavernes et des mauvais lieux ont peu de chance de se distinguer par la sainteté. Les taudis, la pauvreté abjecte ou la misère sordide ne sont que les terrains de culture du crime et de la déchéance morale, et tout individu qui vit dans de telles conditions, sources prochaines de défaillance, se doit à lui-même d'éloigner le danger. Dans la plupart des cas, cela n'implique pas une action d'ordre surnaturel; il suffit de se lever et de s'éloigner, ce qui est un acte purement naturel; mais, parce qu'il a une relation à une situation morale, cet acte possède par conséquent une portée morale. C'est ainsi que la coopération, qui est une chose d'ordre naturel, revêt un caractère moral et, pour le chrétien, un caractère surnaturel: elle devient le moyen naturel qui éloigne l'occasion prochaine et qui facilite la voie à la sainteté.

L'histoire de notre temps démontre que ceci n'est pas de la pure casuistique ni de la théorie en l'air. Notre époque a vu l'apostasie générale des masses. De nos jours, des nations entières ont rejeté la foi des ancêtres et ont accepté une philosophie pour le moins matérialiste et souvent anti-religieuse et sans-Dieu. L'occasion, sinon la cause de cette apostasie, c'est que les travailleurs, soumis à un esclava-

ge social et économique, se trouvent face à face avec l'occasion prochaine de perdre la foi. D'un côté se dresse l'idéal du christianisme auquel ils voudraient rester fidèles; mais ils ont de la difficulté à trouver dans cette doctrine le programme économique défini qui puisse les délivrer de leurs difficultés journalières. De l'autre côté, ils sont sollicités par l'activité bruyante des réformateurs sans-Dieu, qui leur présentent un attrayant programme de réformes économiques. L'homme du peuple se sent alors serré dans l'étau du dilemme. Que faire? Certes l'individu, fort de la grâce de Dieu, n'est pas nécessairement voué à la chute; mais tout de même, le fait est là: la grande masse a succombé. Ils espéraient, et avec raison, que leur foi les délivrerait d'un honteux esclavage. Ils ne cherchaient pas, — et leurs chefs religieux ne le leur avaient pas promis, — le paradis sur terre. Mais ils s'attendaient à ce que la route vers le paradis ne fût pas humainement impossible à franchir, entourée de dangers et de difficultés qui dépassent l'endurance d'un simple mortel.

Il faut donc au plus vite supprimer l'occasion prochaine, si nous ne voulons pas voir les défections se multiplier. Il faut donner à l'homme du peuple une chance de sauver son âme, et le devoir qui incombe à tous les corps religieux, c'est de travailler à éloigner l'occasion. Seul un programme sain, conforme à la vérité religieuse, un programme qui guérira le malaise économique, atteindra ce but. Réajustez les rouages de la société et l'occasion devient éloignée et le monde redeviendra une terre où la religion aura chance de fleurir, où les mauvaises her-

bes de l'ambition et de l'injustice n'étoufferont plus les fleurs de la vertu.

De ces fleurs, nous en avons même de nos jours. Qui doute de l'existence de saints modernes? Qui pourrait nier que nous avons des hommes et des femmes de vertu et de courage, qui affronteraient les lions en témoignage de leur foi ou pour prouver leur amour pour Dieu et leur prochain? Ces âmes toutes de noblesse et de beauté travaillent sans répit. Mais les chances sont contre eux. Quelle douleur de constater que tant de leurs efforts soit voués à l'insuccès, que tant d'énergie soit dépensée à guérir ce que moins de travail aurait pu prévenir! Ils passent leur temps à réparer les désordres d'un système économique vicieux. Une grande partie des habitants de cette terre vit dans une ambiance tellement fatale à l'honnêteté et à la moralité qu'ils ressemblent à des locataires d'une maison infectée des germes de mille maladies. Leur sort misérable nous apitoye. Sous l'élan de notre charité, nous les retirons de leur milieu, nous leur procurons des secours médicaux, nous les ramenons à la santé. Et puis, nous les replongeons dans le foyer du mal. Mais le sens commun et la science ne commandent-ils pas de désinfecter au moins les lieux avant de les y ramener? Cependant, des hommes religieux, des institutions religieuses travaillent sans discontinuer à guérir les gens de leurs maladies morales, puis ils les renvoient dans un milieu pestilentiel où ils seront de nouveau atteints. N'est-il pas temps que l'on fasse quelque chose pour changer cette ambiance et donner à la religion la chance d'agir sur les âmes, sans qu'interviennent ces obstacles

surmontables d'un milieu vicié qui réduisent à néant le bien temporaire qui se peut faire?

Les hommes religieux se doivent de changer ces conditions

Effectuer la réforme morale est la première condition pour assainir la société, mais ce n'est pas la seule. La majorité des gens pourraient demain devenir des saints; mais s'ils devaient retourner à des conditions sociales, économiques et politiques immorales, leur sainteté serait sérieusement menacée et elle ne tarderait pas à dégénérer. La réforme morale implique, chez les réformateurs et chez les réformés, la décision de ne pas tolérer des conditions contraires à la vertu. Voilà pourquoi jadis le christianisme purgea le monde païen de l'immoralité qui le stigmatisait. Soyons donc assez réalistes pour admettre qu'il y a peu d'espoir d'amener toutes les forces anti-sociales de notre monde moderne à résipiscence par la seule persuasion morale. Il serait enfantin et chimérique d'espérer un tel miracle. Les communistes ont raison de dire qu'il faut la force. Mais ils ont tort, cependant, d'exiger une révolution sanglante. Ce qu'il faut, c'est au contraire la contrainte ferme et constante d'une force économique qui a sa source première dans l'idéalisme religieux. Nous ne pouvons demander au Dieu tout-puissant de jeter à profusion les miracles de grâces, quand nous négligeons les moyens naturels d'obtenir les changements nécessaires. Sommes-nous aussi peu réalistes en d'autres champs d'activité? Exigeons-nous de Dieu qu'Il enseigne lui-même à nos enfants leur A B C?

Non, nous confions cette tâche à des instituteurs. Nous ne nous attendons pas à voir chaque homme, chaque femme, chaque enfant instruit par une constante révélation divine. Nous édifions des écoles, des collèges et des universités à cette fin; et par un lent et laborieux emploi des forces naturelles, nous obtenons les meilleurs résultats possibles. En suivant cette manière d'agir, nous croyons accomplir la volonté divine. Pourquoi agirions-nous d'autre façon dans le champ des activités sociales et économiques?

Nous devons viser au concret

Nous manquons à notre devoir en omettant de créer les instruments capables de sauvegarder les hommes de bien contre les forces anti-sociales du mal. Ce n'est pas notre seul tort. Même dans notre enseignement de la morale, nous adoptons des procédés peu en harmonie avec les opérations de l'esprit humain. Nous prêchons et nous enseignons dans l'abstrait, et nous laissons à l'homme du peuple la tâche ardue d'appliquer à la vie pratique notre idéologie abstraite. Nous perpétuons ce vieux mensonge pédagogique qui affirme que la connaissance abstraite, tôt ou tard, mais nécessairement, se matérialise dans le domaine de la vie pratique. Nous pourrions aussi bien essayer d'enseigner le piano par des conférences que de développer la moralité, l'honnêteté et le civisme par des efforts d'éloquence et des admonitions négatives. Voulons-nous des citoyens ornés des vertus requises pour bien conduire la société? Offrons à ces vertus un terrain propre à leur développement dans la société elle-même. Par là nous aiderons aux hom-

mes à réaliser l'idéalisme enseigné par la religion. Leur élan vers la vertu sera intensifié par la pratique de la vertu; leurs fibres morales s'affermiront par l'exercice. Leur promptitude à répondre aux appels de la grâce divine deviendra plus spontanée à mesure que leur obéissance aux préceptes divins sera plus habituelle. Ce sera la garantie de la sainteté.

Justice et charité

C'est un principe fondamental de notre religion que la justice sociale doit régner en ce monde. Ce règne sera la fin de l'exploitation injuste et malhonnête. Mais la justice à elle seule n'amènerait pas l'avènement d'un monde qui fonctionne avec douceur. La charité doit intervenir pour rendre la justice moins âpre, car la plupart des hommes veulent avoir leur "livre de chair" et plus encore. Or, la coopération renforce l'idée de charité de façon nouvelle et puissante. Et quelle que soit la contribution qu'elle apporte d'ailleurs au progrès de l'humanité, elle aura du moins prouvé que l'idéalisme de la religion est chose pratique, en montrant qu'il paye de se dévouer pour son prochain; en faisant toucher du doigt que le Divin Banquier doit être pris au mot lorsqu'il promet de récompenser au centuple tout prêt d'amour.

Un simple regard sur la société prouve à l'évidence qu'un grand nombre d'hommes ne sont pas faits pour un monde où la compétition joue à haute tension. Ils ne peuvent guère survivre dans une société qui ne croit qu'à la survivance des plus forts. Notre présent système, avec sa morale de la jungle, leur rend impossible d'apporter leur contribution au perfection-

nement de l'humanité et les empêche d'atteindre le niveau auquel ils auraient droit. Ils deviendront toutefois des membres utiles à la société, ils pourront, tous et chacun d'eux, atteindre sans difficulté leur fin, si nous édifions la société sur une base de coopération. Si nous pouvions transformer cette horde d'individualistes qui se font actuellement la lutte, et la changer en un corps harmonieux de cellules coordonnées et coopérantes, chaque individu deviendrait aussitôt un membre meilleur et plus utile à la vie du grand tout organique. Chacun donnerait selon ses capacités et recevrait selon ses besoins. Mais dans l'état actuel, les hommes sont en perpétuel danger de perdition. Un système sans pitié menace sans cesse de les écraser. En troupeaux, ils cherchent refuge dans les villes, mais ils y sont conduits à la boucherie; ou bien ils se terrent isolés à l'abri de leurs ruines rurales, et ils périssent de faim au sein de leur misère. De plus en plus nombreux, nos gens tombent à un tel point de déchéance qu'il n'y a plus rien d'autre à faire pour eux que de les transporter sur des lots de colonisation. C'est là une solution qui n'est pas satisfaisante.

De la coopération naît une société fraternelle

En temps de crise, il ne suffit pas de tendre à nos frères une main secourable. Il est plus conforme à la dignité de la personne humaine de leur donner la chance de fournir leur contribution et de marcher par leurs propres forces. Voilà la vraie charité. Grâce à la coopération, qui n'est autre chose que la concrétisation de la charité dans le domaine économique, nous pourrons édifier une société où ces frères

infortunés auront une chance de vivre et de contribuer au bien général et à la plus grande gloire de Dieu; où l'homme, grâce au merveilleux pouvoir de relèvement qui lui est propre, trouvera la force de se lever, de se redresser, de rejeter en arrière sa noble tête et de fixer le soleil.

Il est bien difficile de concevoir comment un homme qui se dit religieux ne prend pas au sérieux ce devoir de charité à l'égard de son prochain moins fortuné. Dans un passage dramatique du Nouveau Testament, alors que le Grand Juge nous est représenté distribuant aux hommes les récompenses et les sanctions, nous voyons que c'est la charité qui est la norme par laquelle s'établissent ses Jugements:

"Alors le Roi s'adressant à ceux qui seront à sa droite: Venez, les bénis de mon Père, leur dira-t-il; possédez le Royaume qui vous a été préparé dès l'origine du monde. Car j'ai eu faim, et vous m'avez donné à manger; j'ai eu soif, et vous m'avez donné à boire; j'étais sans asile, et vous m'avez recueilli; sans vêtement, et vous m'avez vêtu; malade, et vous m'avez visité; en prison, et vous êtes venu à moi.

"Alors les justes lui répondront: Seigneur, quand nous est-il arrivé de vous voir ayant faim, et de vous avoir nourri? ayant soif, et de vous avoir désaltéré? de vous voir sans asile et de vous avoir recueilli? sans vêtement, et de vous avoir vêtu? Et quand nous est-il arrivé de vous voir malade ou en prison, et de vous avoir visité?

"Et le Roi leur répondra: En vérité, je vous le dis: chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces petits,

qui sont mes frères, c'est à moi-même que vous l'avez fait."

Nous, comme chrétiens, nous avons accepté l'ordre donné ici. Dès notre première enfance, nous avons appris que les oeuvres de charité corporelle sont une partie intégrante de la vie religieuse. Nous comprenons que nous sommes tenus de visiter les malades, de donner à manger à ceux qui ont faim et à boire à ceux qui ont soif, de racheter les captifs, de vêtir ceux qui sont nus, de donner l'hospitalité aux étrangers et d'ensevelir les morts. Des individus et des institutions, guidés par une admirable charité, se sont consacrés à l'accomplissement de ces saints devoirs. Semblable à la goutte d'eau fraîche déposée sur les lèvres desséchées d'un moribond dans les sables du désert, leur tâche d'amour et de dévouement contribue à rafraîchir notre monde malade, dont l'âme est desséchée par l'égoïsme.

Toujours nous aurons besoin de ces héros. Mais il est bien clair que le champ où s'exerce leur charité est limité. Aujourd'hui, le monde a en outre besoin d'hommes qui transposeront ces oeuvres de charité corporelle sous d'autres formes; qui iront au loin, à travers les déserts de l'humanité, secourir, au moyen des organisations coopératives, les malheureux qu'ils ne peuvent atteindre personnellement. Ils nourriront ceux qui ont faim, donneront à boire à ceux qui ont soif, vêtiront ceux qui sont nus en établissant des coopératives qui permettront à l'indigent de se procurer les biens matériels suffisants pour satisfaire adéquatement à ses besoins quotidiens. Ils donneront asile à ceux qui n'ont pas de demeure, visiteront les

malades, enseveliront les morts et rachèteront les captifs toujours par le moyen d'organisations coopératives libres, démocratiques, où règne la justice et la charité. Ces institutions permettront aux hommes de s'aider eux-mêmes et d'aider leurs voisins infortunés et de marcher de l'avant sous l'influence d'énergies collectives sans cesse renouvelées. Grâce à elles, la charité innée de l'homme aura une occasion splendide de s'exprimer, car la charité trouve son champ d'action naturel dans une société organique fondée sur l'entr'aide.

CHAPITRE XI

L'AVENIR

Le mouvement d'éducation des adultes, décrit dans ces pages, implique la création d'institutions économiques possédées en coopération. Cette création suscite de l'opposition: opposition active de la part des capitalistes, résistance passive de la part des masses. Les promoteurs de la démocratie politique se sont heurtés et se heurtent encore à un antagonisme similaire. Les rois se montrèrent récalcitrants devant la force croissante des lords et des nobles. Les lords et les nobles ne désiraient pas l'affranchissement des masses. Les masses à leur tour, peu empressées à demander leur affranchissement, l'étaient encore moins à s'en servir effectivement. En fait, ils n'ont jamais pu et ne peuvent pas encore se servir d'une chose qu'ils n'ont jamais obtenue en réalité. Les capitalistes ont simplement pris la place des lords et des nobles. Nous, du peuple, restons toujours avec un pied enchaîné à l'entrave. Les dictateurs des pays totalitaires s'amusent de nous voir courir ainsi à chances inégales, handicappés que nous sommes par leurs amis qui vivent au milieu de notre camp: nos propres dictateurs, nos hommes de finance. Et si nous traînons de l'arrière, on jette le blâme sur la démocratie.

Possibilité de la démocratie économique

La grandeur de l'effort à fournir pourrait nous jeter dans l'abattement. Il est surtout navrant de

penser que c'est le peuple lui-même qui doit accomplir la tâche. On pourrait avoir des doutes sur la possibilité d'élever les soi-disant masses ignorantes au niveau économique, moral et intellectuel nécessaire à la mise en marche de leur propre machine économique et politique. Et cependant, c'est là notre rêve. En effet, si nous ne craignons pas d'accorder aux gens du peuple le pouvoir de se gouverner eux-mêmes, si nous leur confions la tâche de gérer la plus grande affaire du pays, — le pays lui-même, — nous ne pouvons pas, l'instant d'après, leur refuser carrément la compétence nécessaire à la gestion de leur épicerie. Non, nous ne pouvons pas d'une main accorder le privilège de la démocratie politique et de l'autre refuser les privilèges de la démocratie économique sur laquelle la première doit être fondée. Cette volte-face mettrait une contradiction entre notre théorie et notre pratique.

De plus, nous ne demandons pas aux gens du peuple de faire une chose impossible, de plonger en eau profonde avant de savoir nager. Nous ne leur demandons pas de se gaver d'études théoriques. Nous préférons leur faire voir et accomplir ce que tout le monde peut comprendre, ce qui doit être fait sur-le-champ, ce qui n'exige pas une connaissance approfondie des sciences sociologiques et économiques. Nous nous cramponnons au fait que "deux et deux font quatre", et nous ne cherchons pas à persuader aux gens que cela devrait faire vingt-neuf. Nous leur apprenons à calculer juste dans le domaine social et économique. Il n'y a donc aucune crainte à avoir

pour le résultat, pas plus qu'il ne faut redouter la critique superficielle.

Il ne faut pas non plus désespérer parce que certains insuccès jalonnent la route du mouvement coopératif. Les capitalistes, pour nous combattre, auront beau jeu de nous lancer ces insuccès à la face ou de les brandir devant les masses en guise d'avertissement contre la folie qu'il y a à se laisser guider par des fous. Ils emploient et ils continueront à employer tous les arguments imaginables dans leur effort pour refroidir l'ardeur des gens qui veulent devenir leurs propres maîtres. Inconséquents dans leur façon d'agir, ils promènent au grand jour ces squelettes, tandis que derrière les portes doublement verrouillées de leurs noirs caveaux, ils cachent soigneusement à tout regard des myriades d'ossements, tristes épaves de ces innombrables milliers d'aventuriers qui ont fait naufrage dans les entreprises privées et se sont finalement brisés sur les rochers.

L'étude, fondement de la coopération

Au fond, ces échecs ne font qu'attester l'ignorance. Il est déjà assez difficile de conduire une entreprise privée. Cela exige beaucoup d'intelligence. Or il n'est pas moins difficile de gérer une institution coopérative. Cela demande autant d'intelligence, même plus. Rien de surprenant donc si les débuts sont marqués d'un manque d'efficacité et d'un certain nombre d'échecs. Un ignorant peut bien gagner dans une loterie; il ne pourra pas gagner des lauriers comme coopérateur. Pour être un vrai coopérateur, il faut apprendre, apprendre des techniques nou-

velles, et personne ne peut faire l'apprentissage d'une nouvelle technique sans se résigner à un certain manque d'efficacité temporaire. Voilà un point important de philosophie sociale et pratique.

Un homme peut bien apprendre à écrire au clavigraphe par la méthode du "piochage". Il examine le clavier et, faisant appel à tous ses sens, il essaie de découvrir comment utiliser l'appareil. Il commence avec deux doigts. Graduellement, il ajoute le pouce. Ceci semble bien la façon naturelle de procéder, car il ne se sert pas de ses mains seulement, mais de ses yeux aussi; et pourquoi Dieu lui a-t-il donné des yeux, si ce n'est pour s'en servir? Après quelque temps, il acquiert une certaine vitesse. Peut-être arrivera-t-il à susciter l'admiration de la part de ses amis qui ne connaissent pas le métier. Mais, qu'un expert en clavigraphie se présente, il lui montrera l'infériorité de sa méthode. Il en indiquera les points faibles: perte de temps, gaspillage d'énergie. En un mot, il y gagnerait à se servir d'une méthode plus efficace. Alors notre amateur, craignant de passer pour un bénêt, demande des éclaircissements. On lui fait connaître alors la méthode du "toucher" et la façon de la maîtriser. Il apprend qu'il doit imprimer la disposition du clavier dans son cerveau, afin que ses yeux restent libres pour lire le texte à transcrire. Désireux de faire donner à ses facultés leur plein rendement, impatient d'acquérir aussi plus d'habileté, il accepte les avis de son instructeur. Patiemment il apprend la méthode du toucher. Mais après plusieurs semaines d'exercices fastidieux, son rendement reste encore infé-

rieur à la vitesse maximum acquise grâce à la vieille manière. On serait facilement tenté de conclure que la méthode du toucher n'est pas la meilleure. Et cependant nous savons le contraire.

Du point de vue social et économique, nous avons longtemps croupi dans la médiocrité parce que nous avons suivi la méthode de l'individualisme, dont l'efficacité relative nous a élevés jusqu'à un certain niveau. Aujourd'hui, la coopération se présente à nous comme une technique nouvelle. Comme dans l'apprentissage du clavigraphe, le graphique de notre rendement subit une dépression pendant que nous cherchons à maîtriser la nouvelle méthode. A un moment donné, il semble qu'il y a arrêt dans le progrès. La faute en doit être attribuée à nous et à la lenteur que nous mettons à changer nos vieilles habitudes. En conclusion, l'inefficacité temporaire de la coopération et les faillites du passé dans le domaine de l'activité collective ne sont pas des objections valables.

Sans doute les hommes d'affaires américains modernes resteront longtemps réfractaires à ces idées. Des hommes haut placés dans l'échelle sociale feront peu de cas de la coopération économique, parce que celle-ci n'a encore pris que peu d'extension en Amérique. Si nous avions commencé l'étude et la pratique de la coopération il y a cent ans, nous serions aujourd'hui plus habiles et mieux armés pour le succès. Nous aurions plus de loisirs à consacrer à l'épanouissement de nos facultés dans une activité utile et agréable, au lieu d'être obligés de concentrer toutes nos énergies à la recherche du pain quotidien. Ne

soyons pas surpris cependant de trouver les hommes lents à sacrifier leurs idées étroites pour des vérités de plus grande envergure. Ils sont d'ailleurs portés aux solutions faciles. Les charlatans trouvent toujours des victimes. Les palliatifs et les panacées sont toujours en demande. Sous ce rapport, le présent et le passé se ressemblent. On en trouve un exemple frappant dans les dépenses formidables faites par les gouvernements pour les secours directs, comparées aux montants insignifiants consacrés à la solution vraiment radicale du problème du chômage. L'ambition rapace est un vice à peine plus pernicieux que la paresse mentale.

La coopération a fait ses preuves

Pendant qu'au Canada et aux États-Unis, nous avons tardé à adopter un système scientifique et démocratique de production et de distribution, les Anglais et les Scandinaves se sont montrés plus progressifs. Dans ces pays, les rangs inférieurs de la classe moyenne ont établi la coopération comme un système bien à eux. Ils y sont parvenus surtout par leur effort personnel, sans l'aide de ces grandes institutions éducationnelles et sociales dont le but premier est de promouvoir le progrès de l'homme. Si ces petites gens, mal équipés économiquement et malgré une forte opposition, ont accompli de si grandes choses, que n'aurait-on pas fait ici, en Amérique, où, depuis des générations, le peuple jouit des bienfaits de l'éducation, si seulement les institutions destinées à éclairer les voies de l'humanité avaient su prêter leur concours. Ou encore, si la société dépensait au-

tant d'énergie à réaliser cette nouvelle forme d'activité qu'elle en met à la poursuite de ses guerres, quel ne serait pas le résultat! Dans une génération, nous pourrions changer l'aspect de l'Amérique du Nord et transformer en réalité notre rêve de vie démocratique.

Notre confiance dans les aptitudes des masses à accomplir ces tâches ardues peut s'appuyer sur l'histoire du capitalisme lui-même. Car, si le capitalisme est un système plus facile, il a eu ses heures de difficultés. Il fut un temps où le capitalisme n'était qu'un être chétif. Il dut alors lutter contre l'adversité. Il lui fallut bien cent cinquante ans pour façonner la structure géante, complexe et imposante que nous connaissons aujourd'hui. Cependant les hommes qui lancèrent le capitalisme, ceux qui présidèrent à son développement furent, pour la plupart, des hommes qui ont commencé au bas de l'échelle, des êtres chétifs, eux aussi, et qui n'inspiraient pas confiance à leurs débuts, des hommes sortis des masses. C'étaient des gens bien ordinaires, souvent incultes, en tout cas, dépourvus de degrés universitaires en économie sociale et en sciences. Seules, leurs aptitudes naturelles, leur ambition, leur savoir-faire et souvent une bonne dose d'inhumanité, leur assurèrent un poste de commande dans les grandes entreprises économiques. Il existe encore des hommes de cette trempe. Dépouillés de leur rudesse, et munis d'une plus grande mesure de justice et de charité, ces hommes pourront fournir les qualités d'exécution requises pour promouvoir des entreprises économiques nouvelles et plus considérables, tandis que

les masses, pourvues des mêmes qualités, viendront les appuyer d'une façon intelligente et avec une volonté loyale.

Il faut mettre en valeur les énergies

Toutefois, pour que la masse du peuple puisse réaliser cette tâche, il faut l'éclairer et l'éduquer. La race humaine doit progresser. L'énergie humaine doit être mise en valeur par la dissémination universelle des idées. Alors aucun pouvoir sur terre ne pourra l'arrêter. Ceux qui tiennent actuellement les postes de commande de la société devraient non seulement permettre que ce progrès s'accomplisse, mais en hâter la venue, pour leur propre bien et pour celui de tous.

Cette illumination des esprits, cette éducation doit se faire sur tous les fronts, en même temps et sur une large échelle, si l'on veut obtenir les meilleurs résultats. La nature de cette éducation est double. Elle doit attteindre l'homme tout entier, corps et âme. Et, en autant que l'on peut cultiver un domaine à l'exclusion des autres, il faudra s'occuper d'abord de l'économique. C'est pourquoi nous prônons en tout premier lieu l'éducation coopérative, c'est-à-dire l'enseignement des principes et de la technique de l'activité économique collective. Ce n'est pas tout, mais c'est le commencement.

Le point important à considérer ici, c'est la façon de promouvoir ce programme d'édueation coopérative. Tout le monde reconnaît que les principes de Rochdale constituent une méthode sûre dans la pratique des affaires. Mais on ne trouve pas le même

accord à propos de la méthode à employer pour l'éducation coopérative. A ce sujet, on trouve trois genres d'organisations dans les coopératives européennes. Dans le premier, que l'on rencontre surtout en Angleterre, les affaires coopératives et l'éducation coopérative sont dirigées par deux organismes distincts, incorporés séparément et dirigés séparément. Ce type d'organisation est impopulaire même chez les Anglais; il est d'ailleurs inefficace et coûteux. En France et chez un groupe de coopérateurs finlandais, on a adopté un système mitoyen: on a encore deux organismes séparés, mais les directeurs qui président aux affaires et à l'éducation sont les mêmes. La Suède, le Danemark et la Suisse, bénéficiant de l'expérience des autres pays, ont simplifié les choses. L'éducation et les affaires y sont dirigées par un organisme unique — les coopératives — dont elles forment deux sections distinctes.

Ici, en Amérique, nous devrions profiter de l'expérience de nos voisins d'Europe. A nous de choisir ce qu'il y a de mieux dans leurs systèmes et de commencer immédiatement par un plan rationnel. De cette façon, nous ne courrons pas le danger que les affaires ou l'éducation aient à souffrir. Il est essentiel que ces deux membres de la coopération soient robustes. Il est aussi impossible de courir avec une jambe atrophiée qu'avec une jambe enchaînée.

Organisation régionale de l'éducation des adultes

Ici, en Amérique, nous rencontrons une difficulté que les Européens ne connaissent pratiquement

pas. Notre population n'est pas aussi dense qu'elle l'est là-bas. En conséquence, il est beaucoup plus difficile d'obtenir cette intensité de l'éducation si nécessaire à tout mouvement vigoureux. Pour atteindre le progrès désiré, il faut coordonner l'éducation locale avec un vaste développement national. Nous croyons qu'on obtiendra ce résultat en établissant des associations régionales autonomes d'éducation des adultes, associations qui comprendront tous les cercles d'étude sur une étendue qui correspondra à peu près aux régions desservies par les bibliothèques régionales, c'est-à-dire une section de cinquante à cent mille personnes.

Ce genre d'organisation élimine tous les problèmes de religion, de races et d'institutions, parce qu'il laisse chacun libre de s'associer à l'institution de son choix. Une fois qu'un cercle d'études est formé, il n'a qu'à s'adresser à une université ou à un organisme ayant la compétence et la volonté de l'aider. La chose est même nécessaire. L'on ne peut pas se permettre d'ignorer les universités et tout ce qu'elles peuvent offrir, pas plus que celles-ci ne peuvent oublier le peuple et ses besoins en matière d'éducation. Les deux sont interdépendants. Les associations régionales d'éducation des adultes s'uniront aussi aux coopératives de gros régionales et, avec leur concours, sauront promouvoir un système adéquat d'éducation dans cette section. La fédération de tous ces groupements régionaux nous procurera alors l'organisation nationale. Cependant il ne faudrait pas négliger les organisations nationales qui existent déjà. Bien que souvent ces organisation ne soient

pas outillées pour faire le travail intensif local qui doit être accompli, elles serviront quand même à maintenir vivant devant les yeux des éducateurs de la coopération, l'idéal coopératif national et international. Elles fourniront aux organisations locales plus de largeur de vue, et recevront en retour une forte vitalité.

Les petits collèges

La chance est offerte aux petits collèges de jouer un rôle important dans cette croisade d'éducation. A mesure que s'accentuera l'ascension du peuple, les universités d'état trouveront un nouveau champ pour déployer leur activité, de la même façon que les départements d'éducation des gouvernements ont vu augmenter les demandes d'assistance éducationnelle depuis l'avènement de l'éducation des adultes. L'on ne peut s'attendre toutefois à ce que les grandes universités soutenues par des dons provenant de source privée et dépendant, par conséquent, du capitalisme présent, prennent part à un tel programme. Il pourra s'y trouver des professeurs progressifs hantés du désir de participer à la tâche électrisante de diriger une équipe active d'adultes qui travaille à refaire la société; ils devront cependant se contenter de remplir leurs fonctions plus reluisantes et moins périlleuses.

L'on peut remarquer que les corps religieux ou les autres associations qui désireraient prendre part à un tel mouvement ne doivent pas se laisser arrêter par le fait qu'elles n'ont pas d'institutions éducationnelles à leur disposition. Ils peuvent se

créer une université en un tour de main. Tout ce qu'il leur faut au début, c'est un directeur, un local, et une sténographe. C'est une organisation peu coûteuse et pourtant, ce sera souvent un moyen efficace de mobiliser les gens et de les faire profiter de ce qu'il y a de mieux dans la pensée moderne; pensée conçue et élaborée par des institutions plus vastes et mieux équipées, par les départements de l'Éducation de nos gouvernements et par les fondations philanthropiques.

Faire des hommes complets

Le genre d'éducation décrite jusqu'ici ne suffit pas. Nous l'avons dit, ce n'est que le commencement. Nous ne comptons pas rester au premier stage et former une nation de boutiquiers, dont le champ de pensée se borne à l'épicerie et aux dividendes. Nous désirons que nos gens fixent le soleil et sondent les profondeurs de la mer. Nous voulons qu'ils explorent le coeur de la fleur et le coeur de leurs concitoyens. Nous voulons qu'ils vivent, qu'ils aiment, qu'ils jouent et prient avec tout leur être. Nous voulons qu'ils soient des hommes, des hommes entiers, désireux d'explorer toutes les avenues de la vie et d'atteindre la perfection de toutes leurs facultés. Nous désirons pour eux qu'ils puissent jouir de tout ce qu'un Dieu généreux et des génies créateurs ont mis à leur disposition. Nous voulons pardessus tout qu'ils découvrent et développent leurs propres pouvoirs de création. Savoir goûter est une qualité: savoir créer est divin. La vie pour eux ne se limitera pas à des préoccupations commerciales,

mais à tout ce qui est bon et à tout ce qui est beau dans tous les domaines: l'économique, le politique, le social, le culturel et le spirituel. Ils sont les héritiers de tous les siècles et de toutes les richesses encore cachées. Toutes les découvertes de la science et de la philosophie sont leurs. Toutes les créations de l'art et de la littérature sont pour eux. S'ils sont sages, ils sauront créer des instruments pour les obtenir. Ils inaugureront l'ère nouvelle en profitant des bienfaits de l'ancienne. Ils emploieront ce qu'ils ont pour se procurer ce qu'ils n'ont pas.

Il faut élargir le champ de vision

L'un des plus grands obstacles à la création de cette nouvelle société, c'est l'inaptitude des gens du peuple à voir grand. Leur horizon est borné. Ils font des erreurs et leurs adversaires se moquent d'eux. Eux-mêmes en viennent à se moquer de leurs chefs, de leurs réformateurs sociaux, en qui ils voient des théoriciens et des économistes qui n'ont mûri leurs idées qu'à moitié. Cela ne devrait pas être. Ils devraient avoir à leurs côtés les meilleurs hommes du pays. L'élite de la pensée moderne devrait être mise à contribution pour les aider à résoudre leurs problèmes. Des spécialistes de réputation nationale et internationale devraient être retenus comme aviseurs. Les meilleurs cerveaux du pays devraient être à leur disposition.

Création d'un "Institut du Peuple"

Dans ce but, nous préconisons l'établissement d'un institut de recherches pour le peuple, institut

possédé et financé par les gens du peuple eux-mêmes et fonctionnant pour le bien du pays tout entier. Dans cette institution, des hommes de talent et de science s'emploieraient à servir leurs concitoyens; des génies créateurs auraient toute liberté d'exercer leur puissance créatrice; et c'est alors que le mensonge qui prétend que "la coopération ne crée pas, qu'elle se contente d'imiter", serait à jamais mis au rancart; car le "peuple lourdaud" aurait réussi à édifier la plus vaste organisation éducationnelle de tous les temps. Une telle institution serait internationale dans son but et son activité. On pourrait en inaugurer la création en Amérique du Nord. Chaque coopérative, petite ou grande, depuis Saint-Jean de Terreneuve, jusqu'à San Diego en Californie, pourrait réserver une minime fraction de son surplus de revenus pour financer cette institution. Chaque coopérateur pourrait contribuer de son denier à pousser le travail de recherches sur les déconcertants problèmes économiques que nous devons affronter. Nous aurions ainsi une sorte de "commission royale permanente" qui pourrait fournir tous les renseignements de nature économique, politique, culturelle ou scientifique dont nous avons besoin et que nous devrions connaître. Ces renseignements serviraient de base à nos discussions dans nos réunions régionales, nationales ou internationales, et fourniraient le matériel pour les programmes de développement futur. Cette institution s'occuperait naturellement des problèmes qui concernent la consommation, ainsi que d'autres questions qui y sont intimement apparentées: la production et la distribution. Et sans aucun doute,

elle ferait enquête sur les questions du commerce et du trafic international; elle s'emploierait à placer celui-ci sur une base plus rationnelle et vraiment coopérative. Elle étudierait la possibilité de faire, du commerce international, le fondement d'une meilleure entente et d'une sympathie plus étroite entre les nations. Elle aiderait ainsi à éliminer les plus sérieux obstacles à la paix.

Vers un régime de paix

A la lumière de ces connaissances nouvelles et de ces relations de bonne entente, nous pourrions goûter le plaisir délicieux que si peu de gens ont la chance de connaître de nos jours: celui d'une amitié chaleureuse avec des gens de pays étrangers. Nous réaliserions que les hommes sur cette terre ne sont pas nés pour la haine, mais pour l'amour; que nous sommes tous les victimes d'un système vicieux, engendré par la cupidité et nourri par l'ambition de la puissance. Nous verrions ces hommes les bras grands ouverts pour nous recevoir. Nous découvririons qu'ils ont le coeur las des querelles et des intrigues. L'homme n'a pas été créé pour les luttes bestiales. Il a été conçu dans la paix. Et c'est dans la paix qu'il se retrouvera lui-même, lui et ses vertus perdues et ses joies envolées. Ce fait, bien plus que tous les bienfaits économiques qui pourraient en résulter, devrait suffire à décider la création d'un "*Institut du Peuple*". Cela vaudrait plus qu'un dividende international. Ce serait la contribution de l'homme du peuple à l'avènement de ce grand jour après lequel nous soupirons tous — "*le jour de la paix mondiale et de l'amitié universelle*".